

**LA CONCENTRATION DANS LE SECTEUR**  
**PRIMAIRE DES IDE CHINOIS EN**  
**AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES**

En prenant en compte les particularités du modèle de développement chinois présenté dans la partie précédente, nous pouvons nous demander si l'implantation des firmes originaires de ce pays en ALC représente un saut qualitatif ou ne fait que renforcer le déséquilibre des relations commerciales entre la Chine et cette région. En effet, les nouveaux débouchés chinois devinrent essentiels pour les pays latino-américains au cours de la première décennie des années 2000, ce qui fit craindre un risque de « reprimarisation » de ces économies, orientées principalement vers l'exportation de ressources naturelles à des degrés divers de transformation. Au contraire, les exportations chinoises en ALC furent constituées de produits de plus en plus sophistiqués et certains pays comme le Mexique virent leur balance commerciale avec le géant asiatique se dégrader au fil des années.

Dans cette optique, la question principale de cette partie est de savoir dans quelle mesure les visées stratégiques de la Chine en ALC diffèrent-elles de celles des pays occidentaux, lesquels ont toujours considéré la région en premier lieu comme une source d'approvisionnement en ressources naturelles. Nous estimons à ce sujet que, même si la propriété des entreprises impliquées et le mode opératoire peuvent présenter des caractéristiques originales, les finalités des IDES chinois, notamment l'accès aux matières premières et la recherche de nouveaux marchés, demeurent très similaires à celles des investisseurs en provenance des pays développés. Cependant, ces opérations n'ont pris de l'ampleur qu'à partir de 2010 et ne représentent donc que les prémices de l'établissement des entreprises chinoises en ALC, ce qui laisse envisager la possibilité d'une diversification des IDE dans d'autres secteurs.

Nous présenterons dans un premier chapitre les principales institutions en charge de la promotion des IDES chinois, un préalable indispensable afin de repérer les différents acteurs et leurs stratégies respectives dans le développement des relations avec les pays latino-américains. En raison de l'importance des écarts statistiques entre les diverses sources de données, nous évoquerons dans un second chapitre quelques difficultés méthodologiques liées à la mesure des activités des entreprises chinoises à l'étranger. Dans cette optique, le troisième et le quatrième chapitre seront consacrés à une présentation des caractéristiques et des tendances des IDE chinois dans le monde et en ALC afin de souligner les spécificités de cette dernière destination.

## **CHAPITRE 2.1. LES INSTITUTIONS EN CHARGE DE LA PROMOTION DES IDE CHINOIS**

Comme nous l'avons évoqué dans la partie précédente, les IDE occidentaux ont été un facteur clé dans le processus d'ouverture de l'économie chinoise suite aux réformes menées par Deng Xiaoping dès la fin des années 1970. Cependant, l'arrivée des investisseurs étrangers fut strictement encadrée par les autorités ce qui favorisa l'essaimage technologique et managérial dans les secteurs désignés comme prioritaires. Suivant le sentier du développement de l'investissement défini par Dunning, les entreprises chinoises se sont ensuite progressivement développées à l'international mais cette démarche se réalisa, là aussi, sous l'égide de l'État.

La question principale de ce chapitre est donc de déterminer le rôle des autorités chinoises dans l'établissement d'une stratégie de promotion des IDEs. Nous estimons aussi que l'engagement de l'État a été crucial à travers la mise en place d'un cadre institutionnel favorable à l'internationalisation des entreprises domestiques. Cependant, le gouvernement chinois a récemment été amené à réformer une administration bureaucratique devenue très complexe et qui favorisa d'avantage les grands groupes publics que les entreprises privées.

La première section de ce chapitre retracera la succession des principales mesures de soutien à l'internationalisation des entreprises chinoises afin de mettre en évidence la corrélation entre libéralisation politique et augmentation des flux d'IDES. Dans une seconde section nous présenterons les divers services étatiques en charge de ces opérations et leurs fonctions respectives. En effet, cette administration bureaucratique implique de nombreux acteurs sur plusieurs niveaux pour la prise de décision, la régulation et la supervision des activités des entreprises chinoises à l'étranger.

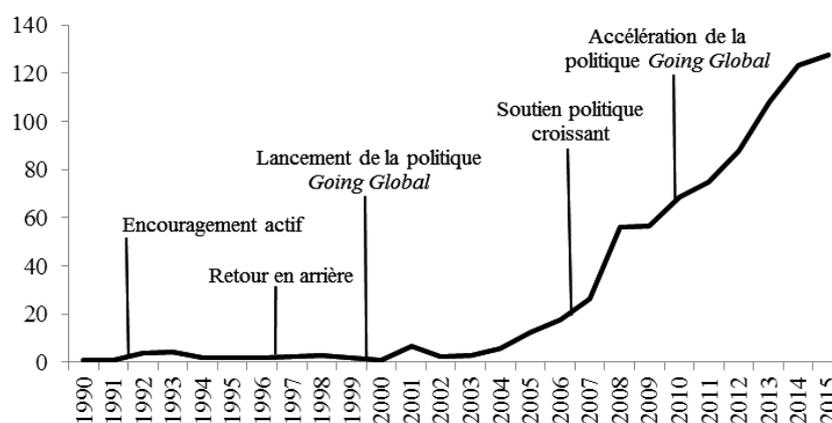
### ***Section 2.1.1. L'évolution des politiques chinoises pour l'internationalisation des entreprises***

Tout d'abord, la montée des IDEs chinois ne peut pas s'expliquer sans mentionner les excédents commerciaux qui ont été engendrés par l'augmentation des exportations depuis le début des années 1990. De même, la croissance exceptionnelle du PIB chinois durant le dernier quart de siècle montre une corrélation de ce dernier avec l'expansion de ses

*Morgan Muffat-Jeandet – « Essai sur l'intensification des relations économiques entre la Chine et l'Amérique latine et les Caraïbes. Internationalisation des firmes chinoises et investissements directs au Mexique » -*

entreprises à l'étranger, ce qui est cohérent avec le sentier du développement de l'investissement mentionné plus-haut. Toutefois, l'État a joué un rôle déterminant dans le développement des politiques de soutien, la formation des institutions et l'articulation des processus d'apprentissage<sup>144</sup>. Xavier Richet explique aussi que le développement des IDES « s'inscrit dans un lent processus lié aux phases de la réforme économique et de l'ouverture, aux choix du gouvernement central et aux incitations mises en place. »<sup>145</sup>.

Figure 5 : Libéralisation politique et flux d'IDES, 1990-2015 (milliards USD)



Source : D'après HANEMANN, Thilo, et Daniel H. ROSEN.

Luo et al. et d'autres auteurs comme Buckley et al. identifient trois phases principales de l'évolution des politiques chinoises concernant les IDES : le lancement de la politique en faveur des IDES (1979-1990) ; l'enrichissement des structures institutionnelles (1991-2000) ; et la mise en place du *Going Global* en tant que stratégie à l'échelle nationale (2001-2012)<sup>146</sup>. Richet précise cette chronologie en indiquant que « Le rythme de croissance des IDE chinois est découpé en plusieurs phases chacune liées à des choix politiques et des incitations particulières de la part du gouvernement central allant du contrôle stricte, au relâchement

<sup>144</sup> SONG, Xiaoyu. « La inversión extranjera directa china en América latina y el Caribe : 2000-2012. » Universidad nacional autónoma de México, 2015. p. 22.

<sup>145</sup> RICHET, *op. cit.*, p. 8

<sup>146</sup> BUCKLEY, Peter J., Adam R. CROSS, Hui TAN, Liu XIN, et Hinrich VOSS. « Historic and Emergent Trends in Chinese Outward Direct Investment. » *Management International Review* 48, n° 6 (1 décembre 2008): 715-48. LUO, Yadong, Qiuzhi XUE, et Binjie HAN. « How emerging market governments promote outward FDI: Experience from China. » *Journal of World Business* 45, n° 1 (janvier 2010): 68-79 In REN, Bing, Hao LIANG, et Ying ZHENG. *op. cit.*

graduel puis à l'encouragement<sup>147</sup> » (figure 5). BBVA dénombre ainsi pas moins de sept phases entre 1979 et 2015 (tableau 6). Il faut mentionner comme élément moteur de cette évolution l'entrée de la Chine à l'OMC en 2001 qui induisit des efforts supplémentaires en termes d'ouverture économique<sup>148</sup>. De même, au tournant du nouveau millénaire, le gouvernement chinois lança officiellement sa politique du *Going Global* afin de relâcher les contraintes réglementaires encadrant les IDES.

Tableau 6 : Evolution de la politique de la Chine pour les IDES

Phase 1 : Contrôles strictes 1979-1983	Attitude restrictive vis-à-vis des IDES en raison d'un scepticisme idéologique, du manque d'expérience et de faibles réserves de devises. Seulement des sociétés commerciales spécialement désignées pouvaient candidater pour des projets d'IDES. Aucun cadre réglementaire existant ; les firmes devaient candidater pour un accord direct, de haut-niveau, donné par le Conseil d'État au cas par cas.
Phase 2 : Engagement prudent 1984-1991	Alors que les marchés internationaux devenaient plus importants, le gouvernement commença progressivement à encourager des projets d'IDES qui garantissaient un accès à la technologie, aux devises et aux marchés étrangers ainsi que le contrôle sur certaines ressources. Le premier cadre réglementaire fut forgé en 1984-1985, en permettant à d'autres compagnies que les sociétés commerciales de postuler pour des projets d'IDES. Toutefois les réserves de devises étrangères étaient toujours à un bas niveau et seules les firmes qui gagnaient des devises de leurs activités à l'étranger pouvaient être retenues pour des projets d'IDES.
Phase 3 : Encouragement actif 1992-1996	La décision post-Tiananmen d'accélérer les réformes économiques et l'intégration internationale mena à une politique d'encouragement plus actif des IDES. Le but était d'augmenter la compétitivité des entreprises chinoises, en favorisant surtout 100 entreprises étatiques considérées comme des champions nationaux. Le régime des devises étrangères passa d'une politique du « gagner-pour-utiliser » au « acheter-pour-utiliser » et les procédures d'approbation des IDES furent progressivement facilitées et décentralisées.
Phase 4 : Retour en arrière 1997-1999	Le gouvernement resserra le procédé réglementaire pour les projets d'IDES et recentralisa l'achat de devises étrangères face aux retombées de la crise financière asiatique, laquelle révéla que de nombreuses firmes avaient utilisé des projets d'IDES pour effectuer des transactions illégales et spéculatives, menant à d'importantes pertes d'actifs publics et de réserves de devises étrangères.
Phase 5 : Formulation et mise en œuvre de la politique du <i>Going Global</i>	Afin d'anticiper l'adhésion à l'OMC et une concurrence croissante sur les marchés domestiques, les décideurs retournèrent à leur position précédente en encourageant les IDES et annoncèrent un ensemble de politiques destinées à soutenir les firmes chinoises de divers secteurs pour « partir à l'étranger ». En 2004, le procédé réglementaire fut réformé et les échanges de devises étrangères furent à nouveau facilités et décentralisés. Les fonctionnaires centraux et les gouvernements locaux commencèrent à fournir un soutien politique ample et actif ainsi qu'une assistance pratique pour les firmes avec des plans d'expansion à l'étranger.

<sup>147</sup> RICHET, *op. cit.*, p. 3

<sup>148</sup> REN, Bing, Hao LIANG, et Ying ZHENG, *op. cit.*, p. 16.

Phase 6 : Soutien politique croissant pour les FMN et nouvelle impulsion en faveur de la libéralisation 2007-2009	Le soutien des décideurs pour les IDES augmenta encore à la fois à cause des énormes réserves de devises étrangères de la Chine (dépassant les 2000 milliards USD en 2009) et du besoin de construire des firmes de transports compétitives afin de soutenir un changement du modèle de croissance économique de la Chine. Un nouveau cadre réglementaire adopté en mai 2009 facilita et décentralisa à nouveau les procédures d'approbation. De nouvelles règles proposées par l'Administration d'État des devises étrangères (désigné par son acronyme anglais SAFE) le même mois facilitèrent grandement la gestion de ces dernières pour les projets à l'étranger et élargirent les sources de financement disponibles pour les investissements sortants.
Phase 7 : Accélération de la stratégie <i>Going Global</i> durant la période du « douzième plan quinquennal » 2011-2015	Dans le « douzième plan quinquennal », le gouvernement insista pour accélérer la mise en œuvre de la stratégie <i>Going Global</i> . Ce schéma encouragea l'expansion à l'étranger des entreprises chinoises en suivant une ligne politique basée sur les principes d'orientation vers le marché et d'autonomie de l'entreprise. Cela impliqua un basculement vers une pondération plus équilibrée entre les IDE entrants et sortants. En outre, la stratégie du <i>Going Global</i> fut liée au processus d'internationalisation du Renminbi (RMB).

Source : D'après BBVA. *op. cit.*

Les principes fondateurs de cette politique ont été énoncés par Jiang Zemin en 1996 après son voyage en Afrique. Lors de la visite d'une usine dans la ville de Tangshan dans la province du Hebei, le secrétaire général du Parti communiste chinois mentionna le marché potentiel des PVD et appela de ses vœux la mise en place de coopérations économiques en matière d'investissements et de technologies pour profiter des ressources locales. L'année suivante la stratégie du *Going Global* fut présentée comme un aspect indissociable et complémentaire du *Bringing-In* dans la politique d'ouverture de la Chine. En effet, Jiang Zemin considérait que tout en attirant les IDE en Chine, il était nécessaire de guider et organiser les entreprises chinoises compétitives pour qu'elles s'établissent et investissent à l'extérieur en utilisant les marchés et les ressources locales<sup>149</sup>.

Selon Sauvant et Chen, le cadre réglementaire que la Chine a développé pour ses IDES depuis le début des années 2000 a deux objectifs principaux. D'une part, il cherche à faciliter et soutenir les IDES afin d'encourager les firmes chinoises compétitives à l'échelle globale. Ainsi, « c'est le souhait du gouvernement d'avoir des firmes compétitives à l'échelle internationale dont le portefeuille d'atouts géographiques fournit un meilleur accès aux marchés et aux ressources (naturelles, stratégiques et autres), ce dernier devenant lui-même une source de compétitivité des entreprises. »<sup>150</sup>. De plus, les firmes qui cherchent à

---

<sup>149</sup> CHEN, Y., « Le processus de formation de la stratégie *Going Global* de Jiang Zemin et ses implications. » Littérature du Parti Communiste Chinois, n° 1, p. 63.

<sup>150</sup> SAUVANT et CHEN. *op. cit.* p. 2.

s'internationaliser font pression sur le gouvernement car elles sont soumises à une concurrence domestique et internationale. D'autre part, ce cadre institutionnel a pour but la croissance des IDES qui sont en adéquation avec les objectifs de développement national fixés par les autorités, en soutenant certaines industries et activités considérées comme stratégiques dans leur expansion à l'étranger.

Nous retrouvons ces deux objectifs dans une série de déclarations officielles et de documents administratifs émanant des différentes autorités en charge de la régulation des IDES chinois. Les grandes lignes directrices de la stratégie du *Going Global* ont été fixées dans le « dixième plan quinquennal concernant le développement économique et social », décliné en plusieurs parties dont le « dixième plan quinquennal concernant les IDE entrants et sortants », le tout publié par la Commission planificatrice de l'État (l'actuelle Commission nationale du développement et de la réforme désignée par son acronyme anglais NRDC), le 24 décembre 2001. Sauvant et Chen soulignent que c'est à cette occasion que les deux objectifs mentionnés plus-haut - faciliter les IDES chinois dans le but de renforcer la compétitivité internationale des firmes chinoises, et utiliser les IDES pour le développement général de la Chine - ont été explicités<sup>151</sup>. Cependant, la priorité était alors de « faciliter les investissements stratégiques par des firmes compétentes dans les ressources naturelles, l'exploration et d'autres activités pour lesquelles les firmes chinoises possèdent un avantage comparatif »<sup>152</sup>. Il s'agissait donc d'encourager l'expansion à l'étranger des grands groupes publics (désignés plus-bas par leur acronyme anglais SOEs pour *State-Owned Enterprises*) afin d'alimenter en matières premières la croissance du PIB chinois.

Les orientations du soutien aux IDES ont ensuite été nuancées entre 2011 et 2015 par le douzième plan quinquennal et son volet sur la réforme industrielle et la montée en gamme ainsi que celui sur les IDE entrants et sortants. Nous relevons dans ce dernier document une évolution de l'approche de la NRDC par rapport à la propriété des entreprises car elle y encourage aussi l'internationalisation des entreprises privées compétentes, particulièrement les petites et moyennes entreprises (PME). La promotion des IDES privés par les autorités traduit aussi selon Sauvant et Chen la conjugaison des deux forces mentionnées

---

<sup>151</sup> SAUVANT et CHEN, *ibid.* p. 3

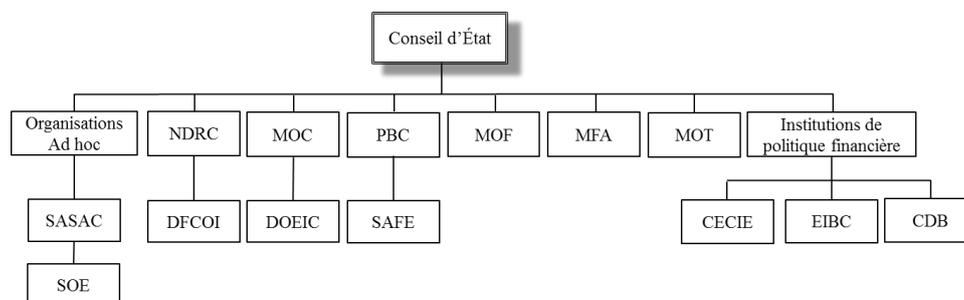
<sup>152</sup> NDRC. « The 10th Five-Year Plan on Inward and Outward FDI. » Beijing: NDRC, 2001. In SAUVANT et CHEN, *ibid.*, p. 3

précédemment : « Premièrement, l’accent est mis par le gouvernement sur la création de FMN chinoises compétitives à l’échelle internationale quelque soit la structure de leur propriété. Deuxièmement, il y a une voix (et une pression) de plus en plus forte par les investisseurs montants dans le secteur privé qui demandent des améliorations du régime réglementaire pour les IDES »<sup>153</sup>

### **Section 2.1.2. Les institutions chargées de la régulation des IDES**

Ren et al. distinguent cinq évolutions institutionnelles déterminantes dans le soutien public des IDES pour les firmes chinoises. Tout d’abord, l’État a cherché à moderniser et à décentraliser le processus d’approbation des projets d’IDES. Le contrôle des devises étrangères a ensuite été progressivement assoupli, en particulier concernant les ressources en capital et le risque de change. Le soutien des autorités pour les projets d’investissements s’est également illustré par l’assouplissement des conditions du crédit, la mise à disposition du capital, la diffusion d’information, la distribution de subventions et la collecte des impôts. Les mécanismes destinés à évaluer les performances des entreprises ayant réalisé des investissements à l’étranger ont aussi été améliorés, tout comme les mécanismes de protection internationale des IDES en multipliant les accords bilatéraux, multilatéraux et régionaux<sup>154</sup>.

*Figure 6 : Le système bureaucratique de régulation des IDES chinois*



*Notes* : MOC – Ministère du commerce ; DOEIC – Département des investissements extérieurs et de la coopération économique ; NRDC – Commission pour le développement national et la réforme ; DFCEI – Département du capital étranger et des investissements extérieurs ; MFA – Ministère des affaires étrangères ; MOF – Ministère des finances ; PBC – Banque populaire de Chine ; SASAC – Commission de supervision et d’administration des actifs publics ; MOT – Ministères des impôts ; SAFE – Administration d’État du change ; SOE – entreprises publiques ; EIBC – Banque import-export de la Chine ; CDB – Banque de développement de la Chine ; CECIE - Corporation pour l’assurance-crédit à l’exportation.

Sources : D’après REN et al. et les informations issues des sites suivants : [www.gov.cn](http://www.gov.cn) ; [www.mofcom.gov.cn](http://www.mofcom.gov.cn) ; [zqj.mofcom.gov.cn](http://zqj.mofcom.gov.cn) ; [www.sdpj.gov.cn](http://www.sdpj.gov.cn) (2010).

<sup>153</sup> NRDC. « The 12th Five-Year Plan on Inward and Outward FDI. » Beijing: NRDC, 2012. In SAUVANT et CHEN, *ibid.*, p. 5

<sup>154</sup> REN & al., *op. cit.*

Les mêmes auteurs soulignent la complexité de l'administration bureaucratique en charge des IDES chinois car cette dernière implique de nombreux acteurs dans la prise de décision, la régulation et la supervision de ces activités à l'étranger (Figure 6 et Tableau 7)<sup>155</sup>. Au premier plan de ce système se situe le Conseil d'État qui fixe les orientations générales des IDES chinois sur le long-terme. Cette stratégie est déclinée sous forme de plan stratégique par la NRDC, placée sous la houlette du Conseil d'État, et responsable de l'optimisation des politiques publiques pour les IDES. Le Département du capital étranger et des investissements à l'étranger approuve les principaux projets d'IDES et fournit aux entreprises des informations sur les industries et les pays pour choisir la destination de leurs investissements. Les négociations multilatérales concernant les investissements et les traités commerciaux sont menées par le Ministère du commerce, anciennement Ministère du commerce étranger et de la coopération économique. Enfin, le Département des investissements étrangers et de la coopération économique administre et supervise les IDE en élaborant des règlements concrets sur la question.

Au second plan du système bureaucratique décrit par Ren et al. nous trouvons d'autres organes gouvernementaux impliqués dans la régulation des IDES : la Banque populaire de Chine, en charge de l'élaboration de la politique monétaire et du régime de change ; le Ministère des affaires étrangères, lequel, avec l'aide d'autres agences, cible dans ses catalogues les pays prioritaires pour les IDES ; le Ministère des finances et le Ministère des impôts qui mettent en œuvre des mesures fiscales pour les IDES, ce dernier disposant également de fonds spéciaux afin de soutenir financièrement ces opérations. En outre, il faut mentionner la création par le Conseil d'État d'une Commission pour la supervision et l'administration des actifs publics afin de gérer ceux-ci dans le domaine non-financier, notamment les entités en voie d'expansion à l'étranger.

Au troisième plan Ren et al. citent plusieurs services et unités responsables de l'application des politiques préparées par les autorités mentionnées précédemment<sup>156</sup>. Cela comprend notamment la vérification des factures et des paiements générés par les IDES et l'encadrement de la gestion des comptes de devises étrangères par l'Administration d'État des opérations de change. Les institutions financières ont également leur rôle à jouer pour fournir

---

<sup>155</sup> REN & al., *ibid.*

<sup>156</sup> REN & al., *ibid.*

crédits et assurances aux firmes engagées à l'étranger : c'est le cas la Banque de développement de la Chine, de la Banque import-export de la Chine, et de la Corporation pour l'assurance-crédit à l'exportation.

*Tableau 7 : Le régime de l'administration bureaucratique des IDES chinois*

Service	Fonctions principales
Conseil d'État	1. Planification des IDES généraux de la Chine sur le long terme
MOC	1. Négociation bilatérales et multilatérales sur l'investissement et les traités commerciaux
DOEIC	1. Élaboration de règlements concrets sur les IDES 2. Administration et supervision des activités des IDES 3. Examen et vérification des entreprises non-financières des IDES 4. Élaboration de statistiques sur les IDES
NRDC	1. Étude et mise en avant de stratégies et de plans pour les IDES 2. Étude de politiques concernant le solde global et l'optimisation structurelle
DFCOI	1. Publication du catalogue d'orientation des industries de l'investissement étranger en collaboration avec les agences compétentes 2. Examen et approbation des projets-clés d'IDES, liés aux ressources majeures et consommant des montants substantiels de devises étrangères
SAFE	1. Supervision et vérification de l'authenticité et de la légalité des factures et des paiements 2. Encadrement réglementaire de la gestion des comptes de devises étrangères
SASAC	1. Gestion et supervision des actifs publics nationaux dans les secteurs non-financiers
MFA	1. Publication du catalogue d'orientation des industries de l'investissement étranger en collaboration avec les agences compétentes
MOF	1. Fournir un soutien financier aux IDES à travers des fonds spéciaux, etc. 2. Élaboration des politiques fiscales liées aux IDES en coopération avec le MOT
MOT	1. Élaboration des politiques fiscales liées aux IDES en coopération avec le MOF
PBC	1. Conception de la politique monétaire et de change, etc.
EICB ; CDB	1. Émission de crédit pour les firmes impliquées dans les IDES en tant que banques d'investissement publiques
CECIE	1. Émission d'assurance pour les firmes impliquées dans les IDES en tant que société d'assurance publique

Source : Adapté de REN et al. [www.gov.cn](http://www.gov.cn)

Sauvant et Chen considèrent que cette structure institutionnelle a eu d'avantage d'influence sur la trajectoire des SOEs que sur celle des entreprises privées<sup>157</sup>. Les auteurs tirent cette conclusion d'une enquête menée par le Conseil chinois pour la promotion du commerce international en 2011 auprès de 333 firmes chinoises ayant réalisé des investissements à

<sup>157</sup> SAUVANT et CHEN, *op. cit.*

l'étranger<sup>158</sup>. Ainsi, en 2011, la politique du *Going Global* représentait un des facteurs les plus déterminants des IDES (61%) avec la taille et le potentiel du marché du pays d'accueil. En outre, le premier facteur était plus important pour les SOEs (61%) que pour les entreprises privées (53%).

De plus, 83% des SOEs ayant répondu à la même enquête signalent que les politiques menées à cette époque pour les IDES ont été favorables à leurs activités à l'étranger en général, alors que seulement 70% des entreprises privées partageaient la même opinion. La comparaison entre les SOEs et les entreprises privées par Sauvart et Chen montre aussi que, même si les premières bénéficiaient d'avantage de l'aide du gouvernement afin de financer et guider leurs investissements, elles ont fait l'objet de plus de restrictions et de contrôle en ce qui concerne l'approbation de leurs projets et la distribution des devises étrangères. Les entreprises privées, elles, étaient d'avantage préoccupées par la protection de leurs expatriés.

Afin d'accompagner l'augmentation des IDES par les entreprises chinoises privées, la NRDC publia en août 2012 une série de recommandations de politiques publiques<sup>159</sup> :

1. Renforcer les orientations au niveau macro et la coordination pour les IDES des entreprises privées ;
2. Augmenter le soutien financier et fiscal pour les entreprises privées, comme les prêts par des fonds spéciaux coopératifs internationaux et les déductions d'impôts ;
3. Simplifier les mesures d'approbation et de gestion pour les IDES des firmes privées ;
4. Améliorer les services publics pour les IDES des entreprises privées, comme l'incubation de marques globales ;
5. Protéger les expatriés et les actifs étrangers pour les entreprises privées

Savart et Chen citent un autre exemple de mesure destinée à encourager l'expansion à l'étranger des entreprises privées chinoises : la création du Fond de développement pour le marché international des PME (SME IMDF pour son acronyme en anglais) par le Ministère

---

<sup>158</sup> CCPIT. « Survey on Chinese Enterprises' Outbound Investment and Operation. » Beijing: CCPIT, 2012. In SAUVANT et CHEN, *ibid.*

<sup>159</sup> NRDC. « Implementation Opinions on Encouraging and Guiding Private Enterprises to Engage in Investment Overseas. » Beijing: NRDC, 2012. In SAUVANT et CHEN, *ibid.*

des finances en 2001<sup>160</sup>. De cette manière, le SME IMDF peut couvrir jusqu'à 70% du coût de certaines activités à l'étranger qualifiées pour les PME détentrices de licences d'exportation qui ont gagné moins de 45 millions USD grâce à leurs exportations au cours de l'année écoulée. Cependant, ces PME doivent être originaires des provinces chinoises centrales et occidentales ou des anciens centres industriels du nord-est, ou le pays d'accueil doit être un marché émergent. Toutefois, le SME IMDF couvre toujours à hauteur de 50% les autres candidats. L'achat d'actifs étrangers stratégiques, comme des technologies ou des marques, fait également partie des qualifications retenues pour bénéficier de cette aide financière.

Ces mesures en faveur des IDES semblent tout à fait cohérentes avec les objectifs généraux du cadre réglementaire énoncées plus-haut. Il s'agit, selon Sauvart et Chen, de former des firmes chinoises compétitives à l'échelle globale et de favoriser le développement domestique du pays. Cette politique se décline dans de nombreuses mesures à travers des services d'information, d'assurance, de soutien financier et fiscal, des liens avec des programmes d'aide au développement ainsi que des accords d'investissements internationaux. Toutefois, les auteurs soulignent que « personne ne peut comprendre les institutions chinoises des IDES sans appréhender les objectifs de développement national de la Chine, en particulier la promotion de la transformation industrielle. »<sup>161</sup>. C'est pourquoi les instruments de la politique chinoise pour les IDES sont orientés vers les industries et activités qui ont été désignées comme prioritaires par le plan de développement national. En cela, Savant et Chen remarquent que le contexte chinois est radicalement différent de celui d'autres pays où l'on pourrait retrouver cet arsenal de mesures en faveur des IDES. Les SOEs sont naturellement mieux placées pour profiter de cette politique, en raison de leur importance stratégique et de leurs contacts au sein du gouvernement. En outre, il est plus difficile pour les PME d'obtenir le soutien du gouvernement chinois pour des grands projets d'expansion à l'étranger, car ces derniers nécessitent généralement des fonds importants, notamment une capacité d'emprunt et une protection directe ou indirecte face au risque par des institutions financières domestiques, lesquelles sont pour la plupart contrôlées par le gouvernement central.

---

<sup>160</sup> SME IMDF. « Administrative Measures for SME International Market Fund. » Beijing: SME IMDF, 2012. In SAUVANT et CHEN, *ibid.*

<sup>161</sup> In SAUVANT et CHEN, *ibid.* p. 24.

## **CHAPITRE 2.2. L'ÉVASION FISCALE ET LES DIFFICULTÉS MÉTHODOLOGIQUES DE LA MESURE DES IDE CHINOIS**

Cette section se base sur le travail de Samuel Ortiz Velásquez dans le cadre de la construction du Moniteur des IDES de la Chine en ALC, avec pour objectif « d'analyser la définition, les méthodologies, les formes de présentation, les composants et les niveaux de désagrégation, lesquels interviennent dans le calcul des flux et stocks d'IDE, en termes d'entrées et particulièrement de sortie. <sup>162</sup>». Ce préalable se révèle nécessaire afin d'expliquer les écarts statistiques existants entre les sources de données qu'élaborent les institutions internationales (par ex. la CNUCED, le FMI ou l'OCDE), les institutions nationales (par ex. le Ministère d'économie du Mexique ou le Ministère du commerce de la RPC) et les fournisseurs privées (par ex. *Thomson Reuters, fDi Markets, Bloomberg* ou *China Global Investment Tracker*).

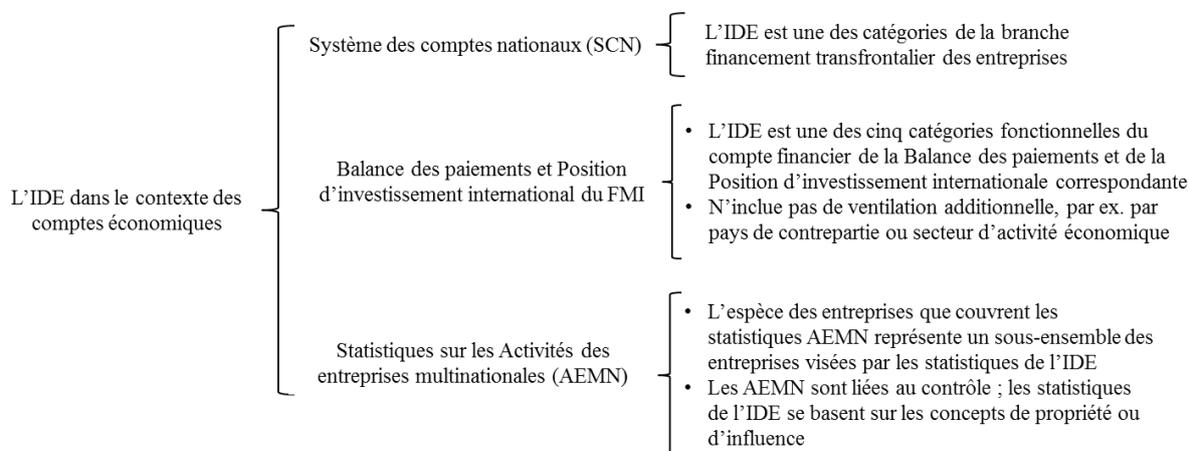
Nous souhaitons démontrer ici que l'utilisation de sources alternatives de données sur les IDES chinois demeure essentielle car, jusqu'à présent, aucun pays n'a élaboré de statistiques complémentaires sur l'IDE en suivant le principe directionnel. Or, celui-ci permet d'écarter les fonds qui transitent par des entités à vocations spécifiques (EVS) dans les paradis fiscaux, première destination des IDE chinois en ALC, mais aussi source de confusion sur l'origine et la nature de la présence chinoise dans la région. Le chapitre sera divisé en deux sections : d'une part, la présentation des différentes approches méthodologiques pour le calcul et le registre des IDE et, d'autre part, l'explication des écarts statistiques selon les sources de données.

---

<sup>162</sup> ORTIZ VELASQUEZ, Samuel. « Monitor de la OFDI de China en América Latina y el Caribe. Aspectos Metodológicos (2000-2016). » p. 1. *Monitor de la OFDI de China en América Latina y el Caribe*, 2016. Le moniteur des IDES chinois en Amérique latine et Caraïbes, élaboré sous l'égide de la Red ALC-China (un réseau académique international constitué autour de ces thématiques), cherche à comprendre et analyser la présence de capitaux chinois dans la région. Nous avons eu l'occasion de participer à ce travail lors d'un stage de recherche au sein du Centre d'études sur les relations Chine-Mexique (CECHIMEX), rattaché à la Faculté d'économie de l'UNAM. Le moniteur compile des statistiques de diverses sources et niveaux d'agrégation, des méthodologies de registre des IDES, des publications existantes en Chine et en ALC, ainsi que des actualités liées à la thématique définie. C'est le cas du Mexique qui a été jusqu'ici le plus détaillé mais l'objectif est d'intégrer au fur et à mesure d'avantage de chercheurs, entrepreneurs et fonctionnaires afin d'améliorer l'information et l'analyse du phénomène concernant d'autres pays latino-américains.

## Section 2.2.1. Les différentes approches de la comptabilité des IDE

Figure 7. L'IDE dans le contexte de la comptabilité nationale, d'après l'OCDE (2008)

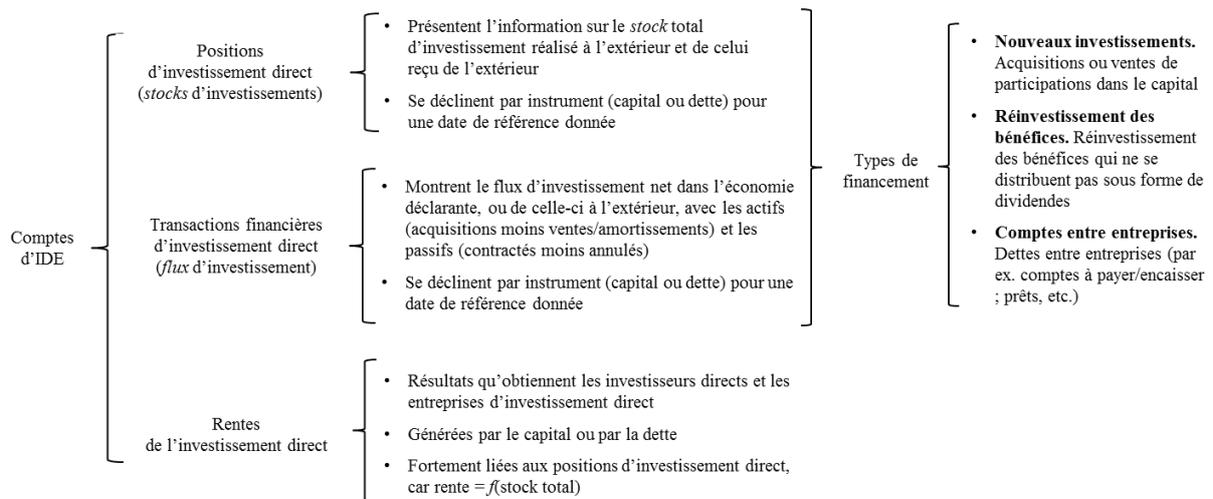


Source : D'après ORTIZ VELASQUEZ, 2016.

Au-delà de la définition des IDE par l'OCDE<sup>163</sup> mentionnée dans la partie précédente, ces derniers se retrouvent dans trois branches des comptes économiques : le système des comptes nationaux ; la balance des paiements et la position d'investissement international ; les activités des entreprises multinationales (Figure 7). Ensuite, le registre des IDE peut être divisé en trois catégories : les positions d'IDE ou stocks d'investissement ; les transactions financières d'investissement direct (ou flux d'investissement) et les rentes d'investissement (Figure 8). Les deux premières catégories regroupent trois formes de financement : les nouveaux investissements, les bénéfices réinvestis et les comptes entre entreprises. Il faut ici préciser que le financement sous forme de « nouveaux investissements » ne sépare pas deux types fondamentaux d'IDE, à savoir les transactions de F&A ainsi que les investissements de création ou *greenfield investment*. Toutefois, les données concernant les stocks d'IDE, en adoptant le point de vue du pays récepteur ou celui du pays d'origine de ces opérations, permettent d'effectuer une analyse structurelle de l'investissement étranger dans l'économie totale et au niveau sectoriel.

<sup>163</sup> OCDE. *op. cit.*

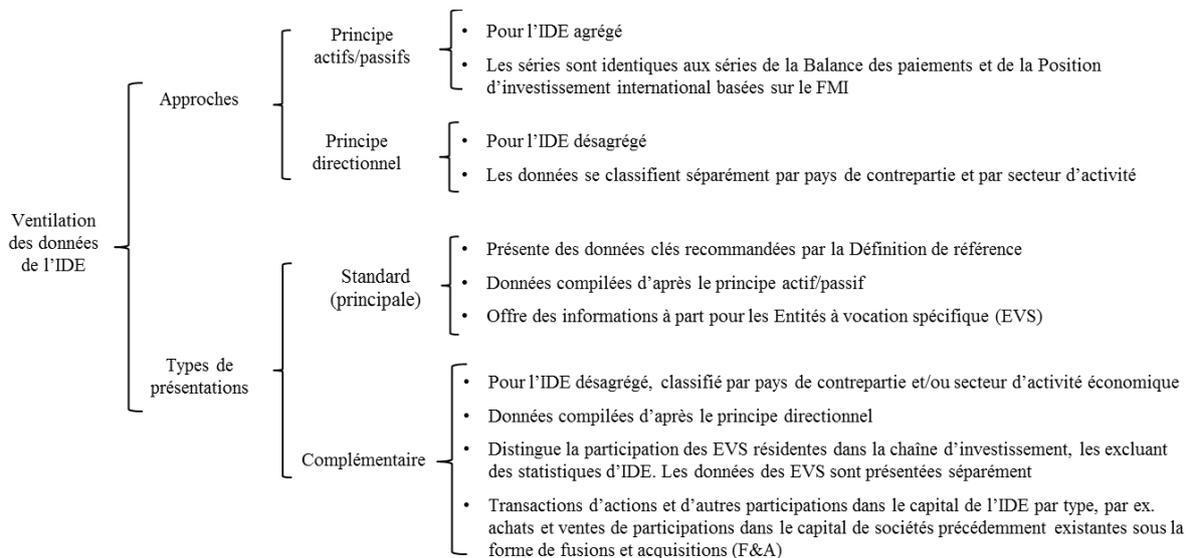
Figure 8. Les comptes d'IDE, d'après l'OCDE (2008)



Source : D'après ORTIZ VELASQUEZ, 2016

Il existe deux approches méthodologiques afin de mesurer l'IDE en flux et en stocks d'entrées et de sorties : l'approche actifs-passifs (pour l'IDE agrégé) et l'approche directionnelle (pour l'IDE désagrégé)<sup>164</sup>. En outre, ces statistiques peuvent être présentées de deux façons (Figure 9) : la présentation standard (pour les données macro compilées d'après le principe actif-passifs) et la présentation complémentaire (pour les données désagrégées compilées d'après le principe directionnel).

Figure 9. Ventilation des données de l'IDE, d'après la définition de référence de l'OCDE (2008)



Source : D'après ORTIZ VELASQUEZ, 2016

<sup>164</sup> OCDE. *ibid.* In ORTIZ VELASQUEZ, *op. cit.*

Le principal problème de l'approche actifs-passifs réside dans l'inclusion au sein des données de tous les fonds qui transitent par des EVS et du capital distribué par le biais de filiales opérationnelles de FMN pour le compte des sociétés mères. De ce fait, les pays où se trouvent les EVS enregistrent des montants surévalués de l'IDE, car ces derniers comprennent des fonds qui ne font que passer provisoirement par leurs économies. Cela conduit à une augmentation artificielle des données de l'IDE pour les économies individuelles ainsi que pour les totaux régionaux ou mondiaux. De plus, l'origine et la destination de l'IDE est faussée par les fonds qui transitent par les EVS non-résidentes et par d'autres types de filiales.

L'approche directionnelle offre une mesure plus précise de l'IDE car, en séparant l'activités des EVS résidentes, elle exclue de fait l'IDE impliquant des fonds qui ne passent que provisoirement par une économie<sup>165</sup>. En effet, ces entités sont le reflet des stratégies de certaines FMN qui mettent en place des montages juridiques très élaborés afin d'administrer leurs opérations globales, leurs finances et leur propriété intellectuelle, ainsi que pour réduire leurs impôts et leurs charges fiscales.

Lorsque l'on compare les deux approches méthodologiques<sup>166</sup>, il semble qu'elles partent des mêmes composants mais que ces derniers ne se combinent pas de la même manière (Figure 10). Ainsi, l'approche actifs-passifs ne met pas évidence la direction de l'influence de l'IDE. En revanche, l'approche directionnelle présente les flux et les positions de l'investissement direct d'après la direction de l'investissement dans l'économie déclarante. L'OCDE énumère donc les différences suivantes<sup>167</sup> :

---

<sup>165</sup> OCDE. *ibid.* In ORTIZ VELASQUEZ, *ibid.*

<sup>166</sup>OCDE. « Asset/Liability versus directional presentation. » Paris: Organisation de coopération et de développement économiques, décembre 2014. In ORTIZ VELASQUEZ, *ibid.*

<sup>167</sup> OCDE. *id.*

Figure 10. Calcul des positions de l'IDE, d'après deux principes : actif/passif et directionnel

<b>Actifs de l'investissement direct du pays déclarant =</b>		<b>Passifs de l'investissement direct du pays déclarant =</b>	
Participation dans le capital de la société mère résidente et dans les prêts aux filiales étrangères		Participation dans le capital des sociétés mères étrangères et dans les prêts aux filiales résidentes	
<i>Plus</i>		<i>Plus</i>	
Participation dans le capital des filiales résidentes dans et les prêts aux sociétés mères étrangères		Participation dans le capital des filiales étrangères et dans les prêts aux sociétés mères résidentes	
<b>Investissements sortant du pays déclarant =</b>		<b>Investissements entrant du pays déclarant =</b>	
Participation dans le capital de la société mère résidente et dans les prêts aux filiales étrangères		Participation dans le capital des sociétés mères étrangères et dans les prêts aux filiales résidentes	
<i>Moins</i>		<i>Moins</i>	
Participation dans le capital des filiales étrangères et dans les prêts aux sociétés mères résidentes		Participation dans le capital des filiales résidentes et dans les prêts aux sociétés mères étrangères	

- Selon l'approche actif/passif, les actifs incluent à la fois les actifs des sociétés mères résidentes comme ceux des filiales résidentes ; les passifs incluent à la fois les passifs des sociétés mères résidentes comme ceux des filiales résidentes. Selon l'approche directionnelle, les positions des investissements extérieurs considèrent uniquement les positions des sociétés mères résidentes, tandis que les entrées d'IDE considèrent seulement les positions des filiales résidentes.
- Il existe une différence substantielle dans le traitement des investissements mutuels ou croisés (*reverse investment*). Les investissements mutuels désignent l'investissement d'une filiale dans sa société-mère. L'approche directionnelle déduit donc l'investissement mutuel pour obtenir le montant de l'investissement total dans le pays déclarant. Par exemple :
  - Si une société-mère reçoit de l'argent d'une des ses filiales étrangères, ce montant se soustrait du calcul des investissements à l'étranger du pays déclarant, puisque le montant mentionné réduit la quantité d'argent que les sociétés mères ont investi dans leurs filiales étrangères.
  - Si une filiale résidente prête de l'argent à sa société-mère étrangère, ce montant est retranché du calcul des entrées d'investissement étranger, car il réduit la quantité d'argent que la société-mère a investi dans ce pays.
- En étant cohérent avec d'autres statistiques économiques et d'autres catégories fonctionnelles de l'investissement étranger (Figure 7), l'utilisation du principe actif/passif est appropriée pour l'analyse macro-économique. Cependant, ce principe ne s'applique pas pour étudier la nature de l'IDE.
- Les écarts entre ces deux mesures de l'IDE peuvent être très significatifs selon les pays et les périodes concernés. L'ampleur de ces écarts dépend également de la taille et de la direction des investissements croisés.

### Section 2.2.2. Les diverses sources de données et leurs écarts statistiques

Ortiz Velásquez illustre ces différences en comparant les flux d'IDE entrants et sortants de Chine calculés par la CNUCED et ceux qui ont été enregistrés par l'OCDE<sup>168</sup>. En effet, celle-ci a récemment diffusé des statistiques des IDE (entrées/sorties et flux/stocks) pour un ensemble de pays selon les deux principes, durant la période 2005-2016. Cependant, dans le cas de la Chine, l'OCDE publie uniquement des données recueillies d'après le principe directionnel.

Dans cette optique, les données sur les entrées d'IDE en Chine relevées par l'OCDE ont été de plus en plus supérieures à celles de la CNUCED, jusqu'à représenter près du double de ces dernières depuis 2010 (Tableau 8). Concernant les sorties d'IDE, les données enregistrées par l'OCDE ont été légèrement inférieures à celles de la CNUCED mais la tendance s'est renversée au cours des deux dernières années avec un montant quasiment identique en 2014. De plus, le coefficient IDES/IDEE comparant les deux sources de données met en lumière des proportions en moyenne moitié moins élevées pour l'OCDE sur la période considérée. Toutefois, les deux sources concordent quant au fait que la Chine n'est toujours pas devenue exportatrice nette de capital même si la proportion des flux d'IDES représentaient déjà 94,1% des flux d'IDEE en 2015 selon la CNUCED et 75,2% selon l'OCDE.

Tableau 8 : Chine. Flux d'IDEE et d'IDES, d'après deux méthodes de calcul entre 2005 et 2015 (millions USD)

	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	Total
<b>CNUCED</b>												
<b>IDEE</b>	72 406	72 715	83 521	108 312	95 000	114 734	123 985	121 080	123 911	128 500	135 610	1 179 774
<b>IDES</b>	12 261	17 634	26 506	55 907	56 529	68 811	74 654	87 804	107 844	123 120	127 560	758 630
<b>IDES/IDEE</b>	<b>16,9</b>	<b>24,3</b>	<b>31,7</b>	<b>51,6</b>	<b>59,5</b>	<b>60,0</b>	<b>60,2</b>	<b>72,5</b>	<b>87,0</b>	<b>95,8</b>	<b>94,1</b>	<b>59,4</b>
<b>OCDE (principe directionnel)</b>												
<b>IDEE</b>	104 109	124 082	156 249	171 535	131 057	243 703	280 072	241 214	290 928	268 097	249 859	2 260 906
<b>IDES</b>	13 730	23 932	17 155	56 742	43 890	57 954	48 421	64 963	72 971	123 130	187 801	710 688
<b>IDES/IDEE</b>	<b>13,2</b>	<b>19,3</b>	<b>11,0</b>	<b>33,1</b>	<b>33,5</b>	<b>23,8</b>	<b>17,3</b>	<b>26,9</b>	<b>25,1</b>	<b>45,9</b>	<b>75,2</b>	<b>29,5</b>
<b>OCDE/CNUCED</b>												
<b>IDEE</b>	143,8	170,6	187,1	158,4	138,0	212,4	225,9	199,2	234,8	208,6	184,2	187,5
<b>IDES</b>	112,0	135,7	64,7	101,5	77,6	84,2	64,9	74,0	67,7	100,0	147,2	93,6
<b>IDES/IDEE</b>	<b>77,9</b>	<b>79,5</b>	<b>34,6</b>	<b>64,1</b>	<b>56,3</b>	<b>39,7</b>	<b>28,7</b>	<b>37,1</b>	<b>28,8</b>	<b>47,9</b>	<b>79,9</b>	<b>52,2</b>

Source : D'après Ortiz Velásquez, 2016, sur consultation des sites suivants :

CNUCED : <http://unctadstat.unctad.org/wds/TableViewer/tableView.aspx>. (consulté le 16/03/2017, 13h00).

OCDE : <http://stats.oecd.org/Index.aspx?QueryId=64225#>. (consulté le 16/03/2017, 13h03).

<sup>168</sup> ORTIZ VELASQUEZ, Samuel. « Conducta de la OFDI de China (2005-2014), según dos enfoques metodológicos: activo/pasivo y direccional. » *Monitor de la OFDI de China en ALC*, 2016.

Les données annuelles des IDE sont présentées à l'échelle internationale par diverses institutions comme la CEPAL, la CNUCED, l'OCDE, le FMI ou la BID. À l'échelle nationale, ce sont la Banque du Mexique et le Ministère de l'économie qui présentent des statistiques agrégées et désagrégées du côté mexicain, et, du côté chinois, le *National Bureau of Statistics of China* qui reprend les données publiées par le MOFCOM (Tableau 9).

Tableau 9 : Registre de l'IDE au niveau agrégé, selon différentes sources statistiques

Source	Période	Unité de mesure	Méthodologie	Type d'information	Ventilation de l'information
<b>FMI</b>	2006-2015	Millions USD	FMI et OCDE	Flux et <i>stock</i>	Positions d'investissement direct (reçues et rapportées par la contrepartie) ; par instrument (dette ou capital) ; par pays émetteur/récepteur
<b>CNUCED</b>	1970-2015	Millions USD	CNUCED	Flux et <i>stock</i>	En termes : per capita ; partie du total mondial ; partie du PIB ; partie de la FBCF ; partie du commerce total de marchandises
<b>CNUCED</b>	1990-2015	Millions USD	CNUCED	F&A et projets <i>greenfield</i>	Les F&A incluent : valeur et nombre de F&A par région et par pays de l'acheteur/vendeur ; valeur et nombre des ventes et achats des F&A par secteur/industrie (uniquement pour l'économie mondiale). Les projets <i>greenfield</i> incluent : valeur et nombre des projets d'IDE <i>greenfield</i> par pays d'origine et pays de destination ; valeur et nombre de projets par secteur et industrie (uniquement pour l'économie mondiale)
<b>OCDE</b>	1990-2015	Millions USD	OCDE	Flux et <i>stock</i>	Total et comme partie du PIB
<b>OCDE</b>	2005-2015	Millions USD	OCDE	Flux et <i>stock</i>	Information agrégée de l'IDE calculée selon deux approches : directionnelle et actif-passif.
<b>National Bureau of Statistics of China</b>	2003-2015	Millions USD	FMI et OCDE	Flux et <i>stock</i>	Total, par région d'origine et de destination, par secteur
<b>CEPAL</b>	1980-2013	Millions USD	Reprend les données des banques centrales	Flux	Total
<b>BID</b>	1990-2013	Millions USD	Reprend les données de sources nationales	Flux net	Total
<b>Banque du Mexique</b>	1980-2016	Millions USD	FMI	Flux et <i>stock</i>	Type d'investissement ; depuis 2001 présente les positions d'investissement international et leurs composants. Pour chaque composant distingue l'investissement en dehors et l'investissement en dedans, classé par type (investissement direct et de portefeuille)
<b>Ministère de l'économie du Mexique</b>	1999/I-2016/IV	Millions USD	FMI et OCDE	Flux	Type d'investissement ; par pays d'origine, par activité économique (secteur, sous-secteur, branche et classe) et entité fédérative de destination ; nombre de sociétés financières. Présente une série historique par pays d'origine pour la période 1980-1993.

Source : D'après Ortiz Velásquez, *ibid.*

Les fournisseurs privés de données offrent des informations sur l'IDE au niveau micro-économique. Ainsi, *Thomson-Reuters*, *Dea/Logic* et *Bloomberg* peuvent être consultés concernant les transactions de type F&A et *fDi Markets* recense les projets *greenfield* et les augmentations de capital. Même si il ne fait pas la différence entre les deux types d'investissements, le site *China Global Investment Tracker* se distingue par le traitement des contrats de construction et des investissements qui ont présenté des problèmes ou ont échoué (Tableau 10). Ortiz Velázquez précise que ces sources alternatives de données demeurent essentielles puisque, jusqu'à présent, aucun pays n'a élaboré de statistiques complémentaires sur l'IDE en suivant le principe directionnel et les dernières recommandations de l'OCDE<sup>169</sup>.

Tableau 10 : Registre de l'IDE au niveau micro, d'après le MOFCOM et d'autres fournisseurs privés de données

Source	Période	Unité de mesure	Méthodologie	Type d'information	Ventilation de l'information
<b>MOFCOM</b>	2002/05-2015/03	Projets approuvés	Méthodologies suggérées par le FMI et l'OCDE en cours d'adoption	Liste des projets d'investissements extérieurs. Peut être considérée comme une liste des projets approuvés	Code de certificat ; pays de destination ; nom de l'investisseur direct chinois ; nom de l'entreprise cible ; origine provinciale de l'investisseur chinois et son activité économique ; date d'approbation
<b>Thomson-Reuters</b>	1990/06-2015/12	Millions USD		Fusions et acquisitions au niveau de l'entreprise	Montant, statut de la transaction, nom de l'acheteur et du vendeur et son sous-secteur économique, propriété, bref synopsis de la transaction
<b>Bloomberg</b>	01/01/1980-17/02/2015	Millions USD		Fusions et acquisitions au niveau de l'entreprise	Date d'annonce, valeur annoncée, pays d'origine et de destination, statut, nom de l'acheteur et du vendeur, type de paiement, brève description ; pourcentage acquis
<b>fDi Markets</b>	1990/06-2015/12	Millions USD	Inclut l'achat d'au moins 10% du pouvoir de vote (c'est-à-dire des investissements qui ne sont pas forcément considérés comme des IDE). Se base sur une compilation de communiqués de presse, de presse financière spécialisée, d'articles de recherche, rapports des bourses et enquêtes ou rapports réalisés à des fins statistiques	Projets d'investissements dans de nouvelles installations ( <i>greenfield investment projects</i> ) et augmentations de capital. N'inclut pas les fusions et acquisitions	Date du projet (n'identifie pas le statut actuel du projet), entreprise à l'origine de l'investissement, entreprise centrale, pays d'origine, province d'origine, ville d'origine, pays de destination, état de destination, région administrative, ville de destination, secteur, sous-secteur, cluster, activité industrielle, montants de l'investissement en capital, emplois créés et type de projets
<b>China Global Investment Tracker</b>	1990/06-2015/12	Millions USD		Annonces d'investissement (ne distingue pas les F&A et les nouveaux investissements ; contrats de construction ; investissements présentant des problèmes	Date du projet, nom de l'investisseur, montant, taille de la participation, associé destinataire, secteur, sous-secteur, pays, région

Source : D'après Ortiz Velásquez, *ibid.*

<sup>169</sup> OCDE, *op. cit.*, 2010. In ORTIZ VELASQUEZ, *ibid.*

Le « catalogue des entreprises (institutions) qui investissent à l'étranger » publié par le MOFCOM en Chine demeure la seule source permettant de recouper les informations concernant l'IDE chinois avec le reste du monde. Yue Lin considère que ce document constitue une liste des projets approuvés par les autorités<sup>170</sup>. Cependant, celle-ci ne permet pas de faire la part entre les projets qui sont toujours en cours et ceux qui ne sont plus d'actualité car leur année d'approbation demeure le seul critère retenu. En outre, la base de données peut négliger les investissements qui présentent de petits montants (Tableau 10).

---

<sup>170</sup> YUE, Lin. « Inversión extranjera directa de China en América Latina. » In *América Latina y El Caribe - China : Economía, Comercio e Inversiones*, 203-23. Mexico: UDUAL, 2013. In ORTIZ VELASQUEZ, *ibid.*

## **CHAPITRE 2.3. LES IDES CHINOIS DANS LE MONDE : ACCÈS AUX RESSOURCES ET RECHERCHE DE NOUVEAUX MARCHÉS**

Malgré les biais que peuvent présenter les données disponibles sur le sujet, nous disposons après environ vingt-cinq ans d'ouverture de l'économie chinoise d'un corpus conséquent afin de distinguer les caractéristiques et les tendances des flux et stocks d'IDE entrants et sortants de Chine par rapport au reste du monde. Ce mouvement peut être découpé en plusieurs phases qui correspondent à l'évolution des variables macro-économiques en Chine, lesquelles expliquent également le type d'opération et le choix de la destination des IDES.

De cette façon, le poids des IDEE au sein de l'économie domestique chinoise, relativement important après la période de réformes des années 1980, a diminué sensiblement dès la deuxième moitié des années 1990, traduisant un recentrage domestique de la dynamique de croissance alors que les IDES n'ont explosé qu'au milieu des années 2000, portés par les besoins du pays en matières premières et la facilitation du commerce.

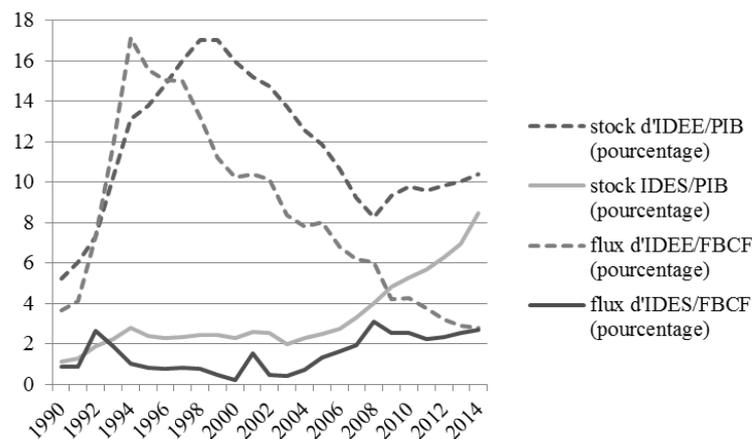
Comme nous le verrons dans le chapitre suivant, ces facteurs seront déterminants dans la structuration des relations commerciales et financières entre la Chine et l'ALC. Nous analyserons donc dans une première section l'évolution des flux et stocks des IDE entrants et sortants de Chine pour ensuite nous concentrer sur la distribution sectorielle et géographique des IDES chinois.

### ***Section 2.3.1. Flux et stocks des IDE entrants et sortants de Chine***

**Flux et stocks d'IDEE.** L'accueil des IDE en Chine a constitué un élément central de la dynamique de croissance enclenchée après la période de réformes des années 1980. Comme nous l'avons vu dans la partie précédente, la stratégie de modernisation du gouvernement chinois a été basée sur le transfert de nouvelles compétences technologiques et managériales par des firmes en provenance des pays développés. Rosen et Naughton considèrent également que cette politique a permis d'insérer l'économie chinoise au sein des chaînes de production

régionales<sup>171</sup>. De ce fait, la Chine est devenue depuis 1993 le principal récepteur d'IDE des PVD en affichant un ratio IDE/FBCF croissant pour atteindre des niveaux supérieurs à 5% au milieu des années 1990 et plus de 10% sur la période 1993-2002. Toutefois, Dussel Peters remarque que les niveaux d'IDE entrants en Chine atteignent leur maximum historique en termes relatifs entre 1990 et 2010 : c'est le cas en 1994 pour l'IDE par rapport à la FBCF et en 1999 pour l'IDE par rapport au PIB (Figure 11). Même si les flux d'IDE continuent à augmenter en termes absolus, l'auteur considère ce point de basculement comme un reflet de la réorientation domestique de la dynamique de croissance depuis cette période<sup>172</sup>.

Figure 11. Chine : Caractéristiques de l'IDE (1990-2014)



Source : D'après Dussel Peters (2013) et les données de la CNUCED (2016)

Après les États-Unis, la Chine est devenue le deuxième récepteur d'IDE dans le monde suite à son entrée à l'OMC en 2001. Cette place a été prise par Hong Kong (Chine) en 2015 avec une augmentation de 53% des flux d'IDEE par rapport à 2014, équivalente à un montant de 175 milliards USD<sup>173</sup> (Tableau 11). La restructuration du conglomérat de la famille de Li

<sup>171</sup> ROSEN, Daniel H. *op. cit.* NAUGHTON, Barry. *Growing Out of the Plan: Chinese Economic Reform, 1978-1993*. Cambridge University Press, 1996. In HANEMANN, Thilo, et Daniel H. ROSEN. *op. cit.*

<sup>172</sup> DUSSEL PETERS, *op. cit.*, 2013.

<sup>173</sup> UNCTAD, United Nations Conference on Trade and Development. « World Investment Report 2016: Investor Nationality - Policy Challenges. » United Nations, 22 juin 2016.

Ka-shing, regroupant ses deux fleurons, Cheung Kong Holdings et Hutchison Whampoa, expliquerait en majeure partie cette hausse selon la CNUCED<sup>174</sup>.

En Chine, en 2015, les IDEE ont augmenté de 6% pour un montant de 136 milliards USD, dirigés pour la plupart vers le secteur des services qui bat un nouveau record avec 61% des flux entrants. Alors que les IDEE ont augmenté de 17% dans ce domaine par rapport à l'année précédente, ils ont stagné dans le secteur manufacturier, ce qui a provoqué une chute de la part des IDEE de ce dernier à 31%, en raison de l'augmentation des salaires et des coûts de production, notamment dans la région côtière. La CNUCED considère que cette tendance marque la fin de l'avantage comparatif que possédait auparavant la Chine dans ce secteur en général et dans les productions intensives en main d'œuvre en particulier<sup>175</sup>.

Il s'agit également d'une illustration supplémentaire de la priorité donnée à la croissance du marché domestique et à la montée en gamme de la production industrielle par les autorités chinoises. C'est pourquoi, afin de conquérir le premier marché mondial de l'automobile, les fabricants de voitures étrangers sont incités à investir dans les régions intérieures les plus peuplées. En outre, la CNUCED affirme que les entreprises chinoises ont réussi à augmenter leurs parts de marché et la valeur ajoutée de leurs produits dans certaines industries manufacturières très compétitives. Par exemple, les marques domestiques ont représenté presque quatre cinquièmes de la production de *smartphones* en Chine en 2015.

---

<sup>174</sup> Selon la CNUCED, la restructuration de Cheung Kong Holdings et Hutchison Whampoa, entreprises capitalisées sur le marché à hauteur de 660 milliards HKD, a mené à une augmentation significative des flux d'IDEE à Honk Kong en termes statistiques. En effet, les deux entreprises ont été incorporées aux Îles Caïmans suite à une série de fusions et acquisitions, ce qui soulève le problème des EVS évoquées précédemment et de leur impact déformant sur les relevés statistiques.

<sup>175</sup> L'augmentation des salaires en Chine pourrait favoriser les IDE dans les manufactures latino-américaines, au Mexique notamment qui possède une base industrielle importante et une main d'œuvre relativement bon marché.

Tableau 11. Flux d'IDEE, dix principaux pays récepteurs, selon leur participation relative en 2015 (1990-2015)

	1990	2000	2010	2011	2012	2013	2014	2015	1990	2000	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2010	2011	2012	2013	2014	2015
	(Millions USD)								(Participation relative dans le total mondial)								(Taux de croissance annuel)					
<b>Monde</b>	<b>204 914</b>	<b>1 358 820</b>	<b>1 388 821</b>	<b>1 566 839</b>	<b>1 510 918</b>	<b>1 427 181</b>	<b>1 276 999</b>	<b>1 762 155</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>17,6</b>	<b>12,8</b>	<b>-3,6</b>	<b>-5,5</b>	<b>-10,5</b>	<b>38,0</b>
Économies développées	170 195	1 120 508	699 889	817 415	787 359	680 275	522 043	962 496	83,1	82,5	50,4	52,2	52,1	47,7	40,9	54,6	7,0	16,8	-3,7	-13,6	-23,3	84,4
Économies en développement	34 657	232 390	625 330	670 149	658 774	662 406	698 494	764 670	16,9	17,1	45,0	42,8	43,6	46,4	54,7	43,4	34,4	7,2	-1,7	0,6	5,4	9,5
<b>Dix premières</b>	<b>86 736</b>	<b>636 871</b>	<b>644 108</b>	<b>746 622</b>	<b>662 265</b>	<b>725 957</b>	<b>673 806</b>	<b>1 155 186</b>	<b>42,3</b>	<b>46,9</b>	<b>46,4</b>	<b>47,7</b>	<b>43,8</b>	<b>50,9</b>	<b>52,8</b>	<b>65,6</b>	<b>29,8</b>	<b>15,9</b>	<b>-11,3</b>	<b>9,6</b>	<b>-7,2</b>	<b>71,4</b>
États-Unis (1)	48 422	314 007	198 049	229 862	188 427	211 501	106 614	379 894	23,6	23,1	14,3	14,7	12,5	14,8	8,3	21,6	37,9	16,1	-18,0	12,2	-49,6	256,3
Hong Kong (2)	3 275	54 582	72 319	96 212	70 841	74 546	114 055	174 892	1,6	4,0	5,2	6,1	4,7	5,2	8,9	9,9	29,0	33,0	-26,4	5,2	53,0	53,3
Chine (3)	3 487	40 715	114 734	123 985	121 080	123 911	128 500	135 610	1,7	3,0	8,3	7,9	8,0	8,7	10,1	7,7	20,8	8,1	-2,3	2,3	3,7	5,5
Irlande (4)	622	25 779	42 804	23 545	45 259	44 899	31 134	100 542	0,3	1,9	3,1	1,5	3,0	3,1	2,4	5,7	66,5	-45,0	92,2	-0,8	-30,7	222,9
Pays-Bas (5)	11 063	63 855	-7 184	24 368	20 114	51 375	52 198	72 649	5,4	4,7	-0,5	1,6	1,3	3,6	4,1	4,1	-118,5	-439,2	-17,5	155,4	1,6	39,2
Suisse (6)	5 484	19 255	28 744	28 309	15 989	646	6 635	68 838	2,7	1,4	2,1	1,8	1,1	0,0	0,5	3,9	-0,5	-1,5	-43,5	-96,0	926,7	937,5
Singapour (7)	5 575	15 515	55 076	48 329	57 150	66 067	68 496	65 262	2,7	1,1	4,0	3,1	3,8	4,6	5,4	3,7	131,2	-12,2	18,3	15,6	3,7	-4,7
Brésil (8)	989	32 779	83 749	96 152	76 098	53 060	73 086	64 648	0,5	2,4	6,0	6,1	5,0	3,7	5,7	3,7	222,7	14,8	-20,9	-30,3	37,7	-11,5
Canada (9)	7 582	66 795	28 400	39 669	43 111	71 753	58 506	48 643	3,7	4,9	2,0	2,5	2,9	5,0	4,6	2,8	25,1	39,7	8,7	66,4	-18,5	-16,9
Inde (10)	237	3 588	27 417	36 190	24 196	28 199	34 582	44 208	0,1	0,3	2,0	2,3	1,6	2,0	2,7	2,5	-23,1	32,0	-33,1	16,5	22,6	27,8
Mexique (15)	2 633	18 315	26 431	23 649	20 437	45 855	25 675	30 285	1,3	1,3	1,9	1,5	1,4	3,2	2,0	1,7	47,7	-10,5	-13,6	124,4	-44,0	18,0

Source : D'après Dussel Peters, Ortiz Velásquez et les données de la CNUCED (2016).

Tableau 12. Flux d'IDES, dix principaux pays émetteurs, selon leur participation relative en 2015 (1990-2015)

	1990	2000	2010	2011	2012	2013	2014	2015	1990	2000	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2010	2011	2012	2013	2014	2015
	(Millions USD)								(Participation relative dans le total mondial)								(Taux de croissance annuel)					
<b>Monde</b>	<b>243 882</b>	<b>1 163 064</b>	<b>1 391 918</b>	<b>1 557 640</b>	<b>1 308 820</b>	<b>1 310 618</b>	<b>1 318 470</b>	<b>1 474 242</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>26,7</b>	<b>11,9</b>	<b>-16,0</b>	<b>0,1</b>	<b>0,6</b>	<b>11,8</b>
Économies développées	230 767	1 071 257	983 405	1 128 047	917 783	825 948	800 727	1 065 192	94,62	92,11	70,65	72,42	70,12	63,02	60,73	72,25	19,9	14,7	-18,6	-10,0	-3,1	33,0
Économies en développement	13 115	88 639	358 029	373 931	357 844	408 886	445 579	377 938	5,378	7,621	25,72	24,01	27,34	31,2	33,8	25,64	49,1	4,4	-4,3	14,3	9,0	-15,2
<b>Dix premières</b>	<b>136 418</b>	<b>455 349</b>	<b>850 713</b>	<b>897 356</b>	<b>892 511</b>	<b>890 625</b>	<b>959 516</b>	<b>1 097 514</b>	<b>55,9</b>	<b>39,2</b>	<b>61,1</b>	<b>57,6</b>	<b>68,2</b>	<b>68,0</b>	<b>72,8</b>	<b>74,4</b>	<b>26,1</b>	<b>5,5</b>	<b>-0,5</b>	<b>-0,2</b>	<b>7,7</b>	<b>14,4</b>
États-Unis (1)	30 982	142 626	277 779	396 569	318 197	307 927	316 549	299 969	12,7	12,3	20,0	25,5	24,3	23,5	24,0	20,3	271,9	42,8	-19,8	-3,2	2,8	-5,2
Japon (2)	50 775	31 557	56 263	107 599	122 549	135 749	113 595	128 654	20,8	2,7	4,0	6,9	9,4	10,4	8,6	8,7	-0,5	91,2	13,9	10,8	-16,3	13,3
Chine (3)	830	916	68 811	74 654	87 804	107 844	123 120	127 560	0,3	0,1	4,9	4,8	6,7	8,2	9,3	8,7	161,9	8,5	17,6	22,8	14,2	3,6
Pays-Bas (4)	14 372	75 634	68 358	34 789	6 169	69 974	55 966	113 429	5,9	6,5	4,9	2,2	0,5	5,3	4,2	7,7	156,8	-49,1	-82,3	1034,3	-20,0	102,7
Irlande (5)	364	4 629	22 348	-1 165	22 565	29 026	43 133	101 616	0,1	0,4	1,6	-0,1	1,7	2,2	3,3	6,9	-67,4	-105,2	-2037,0	28,6	48,6	135,6
Allemagne (6)	24 235	56 557	125 451	77 930	62 164	40 362	106 246	94 313	9,9	4,9	9,0	5,0	4,7	3,1	8,1	6,4	375,6	-37,9	-20,2	-35,1	163,2	-11,2
Suisse (7)	7 176	44 673	85 701	48 145	43 321	38 557	-3 327	70 277	2,9	3,8	6,2	3,1	3,3	2,9	-0,3	4,8	116,4	-43,8	-10,0	-11,0	-108,6	-2212,6
Canada (8)	5 237	44 678	34 723	52 148	55 864	54 879	55 688	67 182	2,1	3,8	2,5	3,3	4,3	4,2	4,2	4,6	-41,9	50,2	7,1	-1,8	1,5	20,6
Hong Kong (9)	2 448	54 079	88 025	95 972	84 072	81 025	125 109	55 143	1,0	4,6	6,3	6,2	6,4	6,2	9,5	3,7	964,6	9,0	-12,4	-3,6	54,4	-55,9
Luxembourg (10)	..	..	23 253	10 716	89 806	25 283	23 437	39 371	..	..	1,7	0,7	6,9	1,9	1,8	2,7	181,2	-53,9	738,1	-71,8	-7,3	68,0
Mexique (30)	223	..	15 050	12 636	22 470	13 138	8 304	8 072	0,1	..	1,1	0,8	1,7	1,0	0,6	0,5	56,7	-16,0	77,8	-41,5	-36,8	-2,8

Source : D'après Dussel Peters, Ortiz Velásquez et les données de la CNUCED (2016).

Morgan Muffat-Jeandet – « Essai sur l'intensification des relations économiques entre la Chine et l'Amérique latine et les Caraïbes. Internationalisation des firmes chinoises et investissements directs au Mexique » -

Thèse Université Sorbonne Paris Cité – 2019

**Flux et stocks d'IDES.** L'expansion à l'étranger des entreprises chinoises eut lieu bien après l'ouverture du pays aux investisseurs étrangers. En effet, Hanemann et Rosen rappellent que la Chine a maintenu suite aux premières réformes des contrôles stricts sur les flux financiers sortants<sup>176</sup> car ses réserves de capitaux étaient peu élevées et les autorités n'ont pas voulu risqué un pillage des actifs et une fuite des capitaux, comme cela eu lieu après la chute de l'URSS. Selon ces auteurs, le véritable virage eut lieu au milieu des années 2000. La flambée des prix des importations de matières premières, liée à la demande chinoise, poussa alors les entreprises étatiques à nouer des alliances à l'étranger, notamment en achetant des parts dans des projets d'extraction, afin de sécuriser leurs sources d'approvisionnement et leurs marges.

Dussel Peters estime que c'est la crise financière internationale de 2007-2008 qui marqua réellement la progression des flux et stocks d'IDES chinois respectivement comparés aux niveaux domestiques de la FBCF et du PIB (Figure 7)<sup>177</sup>. De même, l'arrivée de la Chine dans les dix premiers investisseurs directs au niveau mondial peut s'expliquer selon Hanemann et Rosen par l'effet combiné de l'explosion de ses IDES et d'une chute simultanée des flux globaux dans ce domaine<sup>178</sup>. De cette façon, la part de la Chine dans les flux globaux d'IDE augmenta de moins de 1% en 2007 à 5% en 2010 puis à 9% en 2015. Entre 2007 et 2015, le montant des flux annuels d'IDES a aussi été multiplié par plus de dix en passant de 20 à 226 milliards USD. La Chine était donc en 2015 le troisième investisseur dans le monde après les États-Unis et le Japon (Tableau 12). En outre, Hanemann et Rosen soulignent que « la Chine fut le seul pays des *BRICS* (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud) dont les flux d'IDES ne chutèrent pas fortement durant la crise financière internationale<sup>179</sup> ». Ainsi, en 2009, avec plus du tiers du total des IDES en provenance des marchés émergents, la Chine détrônait la Russie en tant que premier investisseur à l'étranger dans cette catégorie.

Les entreprises chinoises ont également défrayé la chronique dans les économies développées en 2015 et au début de l'année 2016 en acquérant de nombreux actifs prestigieux à travers des opérations de F&A comme dans les cas de Pirelli Peci.Mi en Italie ou du port

---

<sup>176</sup> HANEMANN, Thilo, et Daniel H. ROSEN. *op. cit.*

<sup>177</sup> DUSSEL PETERS, *op. cit.*, 2013.

<sup>178</sup> HANEMANN, Thilo, et Daniel H. ROSEN. *op. cit.*

<sup>179</sup> HANEMANN, Thilo, et Daniel H. ROSEN. *id.* p. 15.

du Pirée en Grèce<sup>180</sup>. Gugler et Boie indiquent à ce sujet que « les F&A et les *joint ventures* sont souvent les seuls moyens afin d'acquérir des actifs stratégiques, comme la technologie, la propriété intellectuelle, la connaissance de la conduite des affaires, et la connaissance du fonctionnement des marchés étrangers. »<sup>181</sup>. Ces acquisitions ont également été facilitées par la spécialisation de la Chine et de son commerce extérieur, lequel accumula depuis plusieurs décennies des surplus financiers et monétaires. Comme le souligne Richet, ces derniers ont ensuite été utilisés afin de constituer des fonds souverains, acheter des titres étrangers ou à travers l'IDE<sup>182</sup>. Il faut toutefois relativiser l'importance de ce dernier par rapport au poids du PIB chinois dans l'économie mondiale. En effet, le ratio des IDES sur le PIB chinois s'élevait seulement à 9% en 2015, alors que la moyenne est deux fois plus élevée pour les PVD (18%) et de 34% au niveau mondial<sup>183</sup>.

Malgré la publicité donnée aux rachats d'actifs occidentaux par les entreprises chinoises, les investissements de création demeurent majoritaires. De cette manière, la valeur des projets d'IDES de création annoncés a été multipliée par sept entre 2005 et 2015 (Figure 12). Gugler et Boie expliquaient en 2008 cette prédominance par la complexité du processus des acquisitions pures et simples et par le manque d'expérience des entreprises chinoises dans ce domaine. Les défis interculturels et la longueur de la procédure d'approbation des projets par les autorités étaient également mentionnés comme des obstacles potentiels à ce type d'opérations<sup>184</sup>. Toutefois, l'assouplissement du cadre réglementaire en 2009 prolongé par l'accélération de la stratégie *Going Global* dans le cadre du « douzième plan quinquennal » (2011-2015), ainsi que la consolidation de l'expérience des entreprises chinoises à l'étranger, ont pu favoriser la progression des transactions frontalières de type F&A, dont la valeur a aussi été multipliée par sept entre 2005 et 2015 (Figure 12).

---

<sup>180</sup> UNCTAD. *op. cit.*

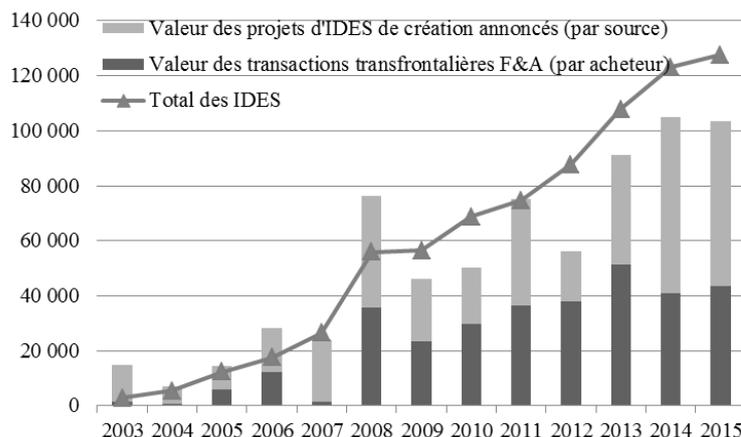
<sup>181</sup> GUGLER, Philippe, et Bertram BOIE. *op. cit.* p. 6-7.

<sup>182</sup> RICHET, *op. cit.*

<sup>183</sup> UNCTAD. *op. cit.*

<sup>184</sup> GUGLER, Philippe, et Bertram BOIE. *op. cit.*

Figure 12. IDES chinois par type : F&A et investissements de création (2003-2015) en millions USD



Source : D'après Dussel Peters, Ortiz Velásquez et les données de la CNUCED (2016).

### Section 2.3.2. Distribution sectorielle et géographique des IDES chinois

Comme nous l'avons mentionné précédemment, les données statistiques publiées par le *National Bureau of Statistics of China* (NBSC) doivent être considérées avec précaution car la destination sectorielle, par industrie et géographique des IDES chinois ne prend pas en compte deux types de placements. D'une part, Richet rappelle que les investissements hongkongais effectués par les firmes chinoises ont été largement sous-estimés par les autorités. C'est le phénomène du *round tripping* qui désigne ces capitaux chinois demeurant à Hong Kong afin d'éviter le contrôle des devises par le gouvernement central<sup>185</sup>. D'autre part, l'évasion fiscale est visible dans le choix des destinations d'investissements dans les Caraïbes (Îles vierges britanniques, Îles Caïmans) à travers des EVS pour investir ensuite dans des pays tiers, notamment en Amérique latine dans le secteur des matières premières<sup>186</sup> (Figure 13).

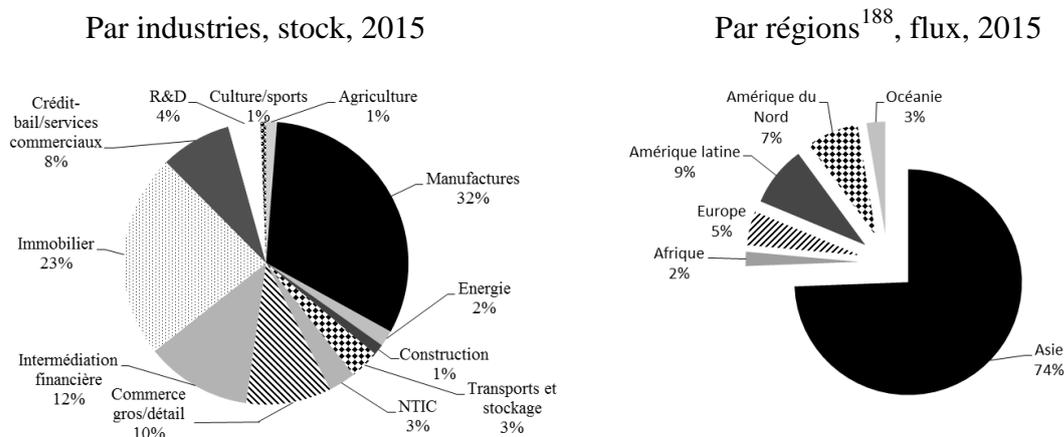
Hanemann et Rosen insistent sur les changements du modèle de croissance et du marché domestique de la Chine en tant que principale variable explicative de ses IDES. Durant les premières années des réformes, le gouvernement chinois était à la pointe du processus d'internationalisation à travers ses firmes étatiques, principalement les compagnies commerciales internationales (*foreign trade corporations* ou FTCs) et les compagnies orientées vers le commerce avec l'étranger (*foreign business oriented corporations* ou FBOCs). De cette manière, la facilitation des exportations devint dans la deuxième moitié des

<sup>185</sup> RICHET, *op. cit.*

<sup>186</sup> QUENAN, Carlos, Viktor SUKUP, Romain CRUSE, et Éric DUBESSET. *op. cit.*

années 1980 une motivation majeure de l'internationalisation des firmes chinoises comme la *China Ocean Shipping Corporation* (COSCO) et le *China Merchants Group*. Au cours des années 1990, les autorités se concentrèrent sur l'amélioration de la compétitivité des entreprises chinoises, en particulier pour une centaine de champions nationaux publics, grâce à l'acquisition de nouvelles technologies et de savoir-faire étrangers. En outre, la facilitation des importations, spécialement pour les matières premières, pris de l'importance à la même époque en tant que déterminant des IDEs chinois<sup>187</sup>.

Figure 13. IDEs chinois, par industries et régions



Source. Elaboré à partir des données du *National Bureau of Statistics of China* (2016).

La montée en flèche des IDEs en provenance de Chine correspondit aussi à son insertion croissante dans le commerce international suite à son entrée à l'OMC en 2001. L'augmentation des exportations s'accompagna alors de la découverte de nouveaux débouchés, en Afrique et en Amérique latine notamment. C'est pourquoi Hanemann et Rosen considèrent que la recherche de nouveaux marchés et la facilitation du commerce ont constitué les motivations fondamentales de l'internationalisation des entreprises chinoises durant la première décennie des années 2000<sup>189</sup>. Toutefois, le point de bascule des IDEs chinois eut lieu à la moitié de cette décennie lorsque le pays ne fut plus en mesure de répondre à la demande domestique en matières premières de façon autarcique. Cette augmentation de la

<sup>187</sup> HANEMANN, Thilo, et Daniel H. ROSEN. *op. cit.*

<sup>188</sup> Dont, en Asie, 62% pour Honk Kong sur un total de 74% et, en Amérique latine, l'intégralité des flux positifs pour les Îles Vierges Britanniques et Caïmans.

<sup>189</sup> HANEMANN, Thilo, et Daniel H. ROSEN. *op. cit.*

demande s'expliquait principalement par une croissance rapide du PIB soutenue en particulier par les secteurs de la construction et de l'industrie lourde.

Comme le rappelle Zhan, la Chine est un pays relativement pauvre en ressources naturelles mis à part le charbon<sup>190</sup>. Gugler et Boie notent aussi que son développement économique a demandé un approvisionnement continu en matières premières dont des métaux ferreux et non-ferreux, des métaux précieux, des minéraux ainsi que du pétrole et du gaz. En outre, « les IDES dans les ressources naturelles ne sont pas guidés par la proximité régionale, mais simplement par la disponibilité des actifs.<sup>191</sup> ». C'est pourquoi les firmes chinoises opèrent aujourd'hui sur les quatre continents : Amériques, Afrique, Océanie, Asie centrale (Figure 13).

Tableau 13: IDES chinois par industries, stock, 2015 (millions USD)

Industrie	2015	Part (%)
Manufactures	39 543	31,32
Immobilier	28 995	22,96
Intermédiation financière	14 969	11,85
Commerce de gros et de détail	12 023	9,52
Crédit-bail et services commerciaux	10 050	7,96
Recherche scientifique, services techniques et prospection géologique	4 529	3,59
Transport, stockage et courrier	4 186	3,32
Transmission d'information, services informatiques et logiciels	3 836	3,04
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau	2 250	1,78
Construction	1 559	1,23
Agriculture, sylviculture, élevage et pêche	1 534	1,21
Culture, sports et loisirs	789	0,63
Services aux ménages et autres services	721	0,57
Hôtellerie et restauration	434	0,34
Conservation de l'eau, de l'environnement et des services publics	433	0,34
Mines	243	0,19
Santé, sécurité sociale et protection sociale	143	0,11
Éducation	29	0,02
Gestion publique et organisation sociale	5	0,00
<b>Total</b>	<b>126 272</b>	<b>100</b>

Source : Élaboré à partir des données du *National Bureau of Statistics of China* (2016).

La recherche de nouveaux marchés et la facilitation du commerce se retrouvent dans plusieurs catégories des IDES rattachés aux exportations chinoises comme le transport, les assurances ainsi que les services financiers (Tableau 13). Gugler et Boie distinguent dans ce

<sup>190</sup> ZHAN, J.X. « Transnationalization and outward investment: the case of Chinese firms. » *Transnational Corporations* 4, n° 3 (1995): p. 88. In GUGLER, Philippe, et Bertram BOIE. *op. cit.*

<sup>191</sup> GUGLER, Philippe, et Bertram BOIE. *id.* p. 17.

domaine plusieurs facteurs d'attraction et de répulsion. D'une part, « Dans le cas des IDES chinois, la plupart des investissements sont conduits par le biais de canaux d'exportation établis et fructueux, et les destinations peuvent être aussi bien des pays voisins que des marchés étrangers.<sup>192</sup>». D'autre part, l'expansion à l'étranger peut être précipitée par les conditions du marché domestique comme les pressions concurrentielles et l'augmentation des surcapacités.

Hanemann et Rosen estiment également que la réduction des taux de profit en Chine contribua grandement à la poussée à l'étranger des trois principaux groupes pétroliers du pays au milieu des années 1990 : la CNPC, Sinopec et la CNOOC. En effet, la perte d'autosuffisance et le manque d'expérience sur les marchés mondiaux des matières premières devinrent des préoccupations nationales ce qui créa une relation « symbiotique » entre les dirigeants des groupes pétroliers et gaziers et les décideurs politiques. De plus, les firmes chinoises firent face à une concurrence démultipliée après l'entrée de leur pays à l'OMC ce qui favorisa le soutien gouvernemental pour l'accélération des IDES dans les années 2000<sup>193</sup>.

Le poids de l'État dans la stratégie d'internationalisation des entreprises transparaît aussi dans le classement des principales FMN chinoises. Ainsi, en 2013, à l'exception de Geely, les dix premières multinationales chinoises en termes d'actifs à l'étranger étaient des groupes publics (Tableau 14). Le trio de tête était formé par des groupes pétrochimiques avec la CNPC, la *China Petrochemical Corporation* et la CNOOC. En outre, le total des actifs étrangers des cinq premières FMN correspond environ aux deux tiers (67%) du total des actifs des 20 firmes présentes dans le classement, lequel est évalué à 664 876 milliards USD. Au niveau sectoriel, le principal groupe industriel en termes du total d'actifs étrangers était l'extraction de ressources naturelles comprenant le secteur minier, le pétrole, le gaz et le raffinage (61%)<sup>194</sup>.

---

<sup>192</sup> GUGLER, Philippe, et Bertram BOIE. *ibid.* p. 16.

<sup>193</sup> HANEMANN, Thilo, et Daniel H. ROSEN. *op. cit.* p. 23-24.

<sup>194</sup> « The Top 20 Chinese Multinationals: Changes and Continued Growth of Foreign Investment. » Beijing, New York: Business School of Central University of Finance and Economics (CUFE) et Columbia Center on Sustainable Investment (CCSI), 4 octobre 2016.

Tableau 14 : Les dix premières multinationales chinoises non-financières, en actifs étrangers, 2013

Rang	Firme	Industrie	Statut (% de propriété publique)	Actifs étrangers (millions USD)
1	<i>China National Petroleum Corporation</i>	Mines (comprenant le pétrole et le gaz)	Non cotée (100%)	147 024
2	<i>China Petrochemical Corporation</i>	Mines (comprenant le pétrole et le gaz)	Non cotée (100%)	132 160
3	<i>China National Offshore Oil Corporation</i>	Mines (comprenant le pétrole et le gaz)	Non cotée (100%)	75 513
4	<i>CITIC Group</i>	Conglomérat (industrie principale : finance)	Non cotée (100%)	53 815
5	<i>Sinochem Group</i>	Manufactures	Non cotée (100%)	39 128
6	<i>China Ocean Shipping (Group) Company</i>	Transports	Non cotée (100%)	30 337
7	<i>Aluminium Corporation of China</i>	Mines	Non cotée (100%)	27 415
8	<i>China Minmetals Corporation</i>	Mines	Non cotée (100%)	15 714
9	<i>China Poly Group</i>	Conglomérat (industrie principale : commerce international)	Non cotée (100%)	14 803
10	<i>Zhejiang Geely Holding Group Co.</i>	Manufactures	Cotée (donnée inexistante)	13 514

Source : D'après le classement de la CUFÉ et du CCSI.

Le rachat de Volvo par Geely en 2010 est exemplaire des nouveaux motifs de l'internationalisation des firmes chinoises à plusieurs titres. De cette manière, Balcet, Wang et Richet présentent Geely comme un constructeur automobile dit de « dernière génération » car il s'agit d'un groupe d'entreprises privées qui, grâce notamment à l'essaimage technologique, se sont développées sans le soutien direct des pouvoirs publics<sup>195</sup>. La spécificité de l'acquisition d'un actif haut de gamme comme Volvo est qu'elle était alors destinée à renforcer la technologie du groupe face à ses concurrents chinois sur le même segment<sup>196</sup>.

De cette façon, l'acquisition d'actifs stratégiques est devenue un déterminant fondamental de l'expansion à l'étranger des entreprises chinoises, en raison de la montée en gamme du secteur industriel chinois vers des produits à plus forte valeur ajoutée. Cette

<sup>195</sup> BALCET, Giovanni, Hua WANG, et Xavier RICHEL. *op. cit.* In RICHEL, *op. cit.* p. 10.

<sup>196</sup> Le marché haut de gamme chinois était alors monopolisé par des firmes occidentales comme BMW, Nissan, Mercedes, Toyota, Lexus, Chevrolet, etc... Balcet, Wang et Richet détaillent la division du travail entre les sièges suédois et chinois : « La management suédois conserve la main sur la stratégie internationale, sur la recherche-développement ; elle contribue au développement des produits sur le haut de gamme. La partie chinoise développe deux nouvelles usines et un centre de recherche en Chine avec le soutien financier de trois provinces qui accueillent les investissements. ».

Morgan Muffat-Jeandet – « Essai sur l'intensification des relations économiques entre la Chine et l'Amérique latine et les Caraïbes. Internationalisation des firmes chinoises et investissements directs au Mexique » -

évolution concorde avec le nouveau modèle de croissance soutenu par les autorités, valorisant notamment une augmentation de la consommation domestique et une expansion du secteur des services. En outre, la restructuration du secteur manufacturier s'explique par d'autres variables économiques comme la hausse des salaires mentionnée plus-haut ainsi que l'appréciation du taux de change du RMB<sup>197</sup>. De cette manière, la répartition des stocks d'IDES chinois par industries en 2015 (Tableau 13) montre que le secteur manufacturier représentait le principal pôle d'expansion des activités des firmes chinoises à l'étranger (31%) suivi du secteur des services avec l'immobilier (23%) et de l'intermédiation financière (12%).

De plus, même si la recherche d'efficience n'a pas constitué historiquement un facteur clé des IDES chinois, son importance s'est accrue récemment suite aux évolutions macro-économiques mentionnées ci-dessus. En effet, les productions intensives en main d'œuvre comme le textile ont été particulièrement touchées par l'augmentation des salaires, notamment dans les régions côtières de la Chine. C'est pourquoi le pays a connu une vague de délocalisations d'usines vers les pays voisins comme la Corée du Nord, le Vietnam ou la Thaïlande<sup>198</sup>. Nous verrons plus-bas que ce phénomène a également bénéficié à certains pays d'Amérique latine comme le Mexique, dont le niveau des salaires a stagné par rapport à la situation chinoise.

---

<sup>197</sup> HANEMANN, Thilo, et Daniel H. ROSEN. *op. cit.* p. 28.

<sup>198</sup> « La production dans ces régions n'est pas nécessairement moins chère que dans l'arrière-pays chinois, mais plus accessible. ». GUGLER, Philippe, et Bertram BOIE. *op. cit.* p. 17.

Morgan Muffat-Jeandet – « Essai sur l'intensification des relations économiques entre la Chine et l'Amérique latine et les Caraïbes. Internationalisation des firmes chinoises et investissements directs au Mexique » -

## **CHAPITRE 2.4. LES IDES CHINOIS EN ALC : UNE PRÉSENCE RÉCENTE CONCENTRÉE DANS LE SECTEUR PRIMAIRE**

Après avoir étudié les caractéristiques et les tendances des IDES chinois dans le monde, la question principale de ce chapitre est de savoir quelles sont les spécificités des activités des entreprises chinoises en ALC, concernant notamment leurs stratégies et leurs modes opératoires. Nous estimons que, contrairement au développement concomitant des relations commerciales, les IDES chinois en ALC sont demeurés relativement faibles durant la première décennie des années 2000 et leurs principales motivations, à savoir la sécurité des approvisionnements en matières premières pour les fusions et acquisitions et la diversification des débouchés pour les investissements de création, n'ont pas divergées de celles observées dans d'autres régions. En écho au chapitre précédent, nous analyserons donc dans une première section l'évolution des flux et stocks des IDES chinois en ALC pour ensuite nous concentrer sur la distribution sectorielle et géographique de ces opérations.

### ***Section 2.4.1. Flux et stocks des IDES chinois en ALC***

Malgré l'intensification des échanges entre la Chine et l'Amérique latine depuis une quinzaine d'années, les IDE en provenance du pays asiatique ont été peu significatifs jusqu'en 2010. Cette année-là, environ 14 milliards USD arrivèrent dans la région, soit près du double du montant investi par la Chine depuis le début des années 1990 d'après les données de la CEPAL<sup>199</sup>. Toutefois, deux acquisitions majeures dans le secteur pétrolier, menées par Sinopec au Brésil et CNOOC en Argentine, expliquaient les trois quarts du total des IDE chinois enregistrés en ALC en 2010. Dès lors, la dynamique enclenchée apporta à la région entre 9 et 10 milliards USD annuels jusqu'en 2013 (Tableau 15), un montant équivalent à une part oscillant entre 5 et 6% de ses flux totaux d'IDEE.

---

<sup>199</sup> NU. CEPAL. « América Latina y el Caribe y China: hacia una nueva era de cooperación económica. » Santiago, Chili: CEPAL, mai 2015.

Tableau 15. Amérique latine et Caraïbes et pays sélectionnés : flux estimés d'IDE chinois, 1990-2013 (millions USD)

Pays	1990-2009	2010	2011	2012	2013
Argentine	143	3100	2450	600	120
Brésil	255	9563	5676	6067	2580
Chili	n.d.	5	0	76	19
Colombie	1677	6	293	996	776
Equateur	1619	45	59	86	88
Guyane	1000	n.d.	15	n.d.	n.d.
Mexique	146	9	2	74	15
Pérou	2262	84	829	1307	4626
Trinité et Tobago	n.d.	n.d.	850	n.d.	n.d.
Vénézuela (République bolivarienne du)	240	900	n.d.	n.d.	1400
Total Amérique latine et Caraïbes	7342	13712	10175	9206	9624

Source : D'après les données de la CEPAL, sur la base d'information officielle, Thomson Reuters, FDI Markets, Heritage Foundation et information des entreprises.

Note : n.d. : non disponible.

Ellis explique aussi la faible présence des firmes chinoises en ALC au niveau micro par l'interface commerciale qui a caractérisé les échanges entre la Chine et la région durant la première décennie des années 2000<sup>200</sup>. D'une part, pour les importations de produits chinois en ALC, les firmes occidentales jouèrent un rôle prépondérant en tant que producteur ou importateur, tout comme les négociants latino-américains qui organisèrent de nombreuses expéditions en Chine afin de trouver de nouveaux fournisseurs<sup>201</sup>. D'autre part, les exportations latino-américaines de matières premières vers la Chine impliquaient alors des transactions relativement simples, comme des achats en bloc, ne nécessitant pas la présence de personnel chinois sur place, et des opérations réalisées en majorité sur les marchés internationaux, ou par l'intermédiaire de courtiers.

L'augmentation des IDES chinois initiée en 2010 s'est poursuivie en 2014 grâce à des acquisitions de grande ampleur dans le secteur minier au Pérou. Ainsi, l'achat par Minmetals de la mine Las Bambas à l'entreprise suisse Glencore-Xstrata représenta la plus importante

<sup>200</sup> ELLIS, Robert Evan. *op. cit.* 2014.

<sup>201</sup> L'absence de « présence permanente » des hommes d'affaires chinois avant 2009 dans les principaux centres d'importations d'Amérique latine et Caraïbes fut constatée lors d'une visite au sein de la zone franche d'Iquique dans le cadre d'un mémoire de master sur les relations économiques entre le Chili et la Chine (MUFFAT-JEANDET, Morgan. *op. cit.* 2012).

Morgan Muffat-Jeandet – « Essai sur l'intensification des relations économiques entre la Chine et l'Amérique latine et les Caraïbes. Internationalisation des firmes chinoises et investissements directs au Mexique » -

Thèse Université Sorbonne Paris Cité – 2019

acquisition dans la région, pour environ 7 milliards USD. La CNPC racheta aussi les actifs de Petrobras au Pérou pour 2,6 milliards USD. En outre, les investissements de création ont été particulièrement importants en 2014 à la fois au Pérou et au Brésil, respectivement pour quatre milliards USD et un milliard USD, situant ces deux pays à la cinquième et huitième place des principales destinations des IDES chinois en investissement de capital dans le monde<sup>202</sup>.

L'intervalle entre 2010 et 2011 a donné une nouvelle impulsion à l'implantation des firmes chinoises en ALC, dont la dynamique s'est prolongée sur plusieurs plans, au-delà des opérations les plus diffusées dans les médias<sup>203</sup>. Ainsi, Ellis distingue trois mouvements majeurs<sup>204</sup>. Tout d'abord, dans le domaine de la construction, les firmes chinoises répliquèrent dans la région la technique de l'« autofinancement », non considérée comme un IDE mais déjà utilisée en Afrique, et dont le but était généralement de contourner les procédures conventionnelles de passation des marchés, grâce au soutien d'institutions financières comme la Banque chinoise de développement et à la voie privilégiée des accords passés entre gouvernements. Ensuite, dans le secteur des matières premières, les droits d'exploitation des mines et champs de pétrole acquis directement par les entreprises chinoises ou en accord avec les gouvernements latino-américains commencèrent à être utilisés afin de développer ces actifs. Enfin, dans le secteur industriel, les producteurs chinois durent mettre en place leurs propres réseaux de distribution et de service après-vente, voire de construire des usines pour l'assemblage final de leurs produits, suite au développement de leurs marques dans la région.

---

<sup>202</sup> fDi Intelligence. « The fDI Report 2015. Global greenfield investments trends. » fDi Intelligence, 2015. In DUSSEL PETERS, Enrique, et Samuel ORTIZ VELASQUEZ. « Monitor de la OFDI de China en México. » *Monitor de la OFDI de China en América Latina y el Caribe* 1, n° 1 (mars 2016). p. 11.

<sup>203</sup> Robert Evan Ellis souligne que la publicité donnée aux acquisitions chinoises durant cette période a pu être mal interprétée par le public des pays latino-américains : « Les transactions elles-mêmes, largement commentées par la presse, *n'ont pas* (en italique dans le texte) significativement augmenté la présence physique chinoise dans la région ; elles représentèrent simplement un transfert de richesse depuis les banques et les entreprises chinoises vers les actionnaires des firmes rachetées, dont la plupart étaient nord-américains, européens, et résidents d'autres pays développés. ». ELLIS, Robert Evan. *op. cit.* 2014. p. 8.

<sup>204</sup> ELLIS, Robert Evan. *id.* 2014. p. 8.

Tableau 16 : Les principales fusions et acquisitions en Amérique latine, 2014

N°	Entreprise	Pays d'origine	Actifs acquis	Localisation des actifs	Localisation du vendeur	Secteur	Montant (millions USD)
1	MMG Ltd and partners	Chine	Gisement de cuivre Xstrata pic Las Bambas	Pérou	Suisse	Mines	7 005
2	Royal Dutch Shell	Pays-Bas	LNG Portfolio	Pérou, Trinité et Tobago, Espagne	Espagne	Pétrole	4 100
3	Gas Natural SDG	Espagne	Cia General de Electricidad (54%)	Chili	Chili	Électricité	3 300
4	Banco Santander	Espagne	Banco Santander Brasil (14%)	Brésil	Brésil	Finance	3 199
5	China National Petroleum Company	Chine	Petrobras Energia Peru	Pérou	Brésil	Pétrole	2 600
6	PPG Industries	États-Unis	Consortio Comex SA	Mexique	Mexique	Manufactures	2 300
7	Lundin Mining Company	Canada	Mines de la Candelaria et Ojos del Salado (80%)	Chili	Étas-Unis	Mines	1 800
8	Global Logistics Properties	Singapour	34 propriétés industrielles	Brésil	Brésil	Immobilier	1 368
9	Corpbanca SA	Chili	Helm Bank SA	Colombie	Colombie	Banques	1 320
10	Millicom	Suède	branche télécom d'EPM (50 %)	Colombie	Colombie	Télécom.	1 300
11	Eutelsat Communications	France	Satelites Mexicanos	Mexique	Mexique	Télécom.	1 142
12	American Tower Corp	États-Unis	BR Tower SA	Brésil	Brésil	Télécom.	1 012
13	Mubadala et Trafigura Beheer	Émirats arabes unis et Pays-Bas	Porto Sudeste de Brasil (MMX) (65%)	Brésil	Brésil	Infrastructure	971
14	Brookfield Asset Management	États-Unis	VLI SA (27%)	Brésil	Brésil	Transports	845
15	Celsia SA	Colombie	sept centrales électriques	Costa Rica et Panama	France	Électricité	840
16	Pearson PLC	Royaume-Uni	Grupo Multi	Brésil	Brésil	Éducation	829
17	Mitsui & Co	Japon	Centrale hydroélectrique Jirau (20%)	Brésil	France	Électricité	750
18	Partners Group	Suisse	Fermaca	Mexique	Étas-Unis	Infrastructure	750
19	Walgreens and KKR	États-Unis	Farmacias Ahumada	Chili et Mexique	Mexique	Commerce	740
20	China Construction Bank	Chine	Banco Industrial e Comercial (72%)	Brésil	Brésil	Banques	725

Source : D'après les données de la CEPAL<sup>205</sup>

Cependant, la CEPAL considère que les données officielles des IDES chinois en ALC ne rendent pas compte de l'ampleur du phénomène pour plusieurs raisons d'ordre méthodologique. La première est liée aux stratégies des entreprises chinoises lesquelles préfèrent généralement réaliser leurs IDES par le biais de pays tiers<sup>206</sup>. La seconde s'explique par l'absence de prise en compte de l'origine des investissements par certaines agences statistiques en ALC<sup>207</sup>. La troisième et dernière raison se rattache au problème des EVS

<sup>205</sup> NU. CEPAL. « Foreign Direct Investment in Latin America and the Caribbean. » CEPAL, juin 2015.

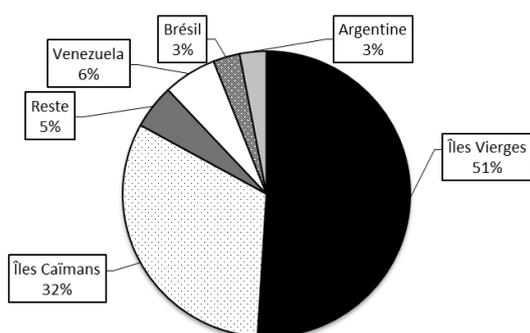
<sup>206</sup> Par exemple, l'achat de 40% des opérations de Repsol au Brésil, pour un montant de 7 milliards USD, fut enregistré comme un investissement en provenance du Luxembourg car il passa par le biais de la filiale luxembourgeoise de l'entreprise chinoise. NU. CEPAL, *idem*.

<sup>207</sup> C'est le cas de la Banque centrale du Pérou alors que, comme nous l'avons vu plus haut, le pays a accueilli en 2014 deux des trois acquisitions chinoises relevées dans le classement des 20 premières transactions de type F&A dans la région, dont la plus importante pour l'année 2014. DUSSEL PETERS, Enrique, et Samuel ORTIZ VELASQUEZ, *op. cit.* mars 2016.

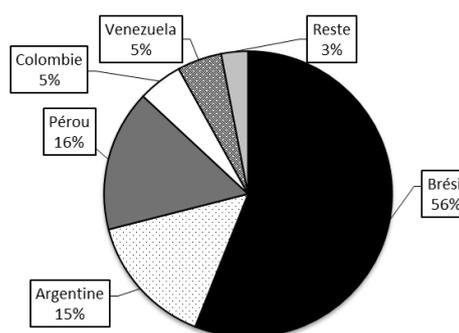
mentionnées précédemment puisque de nombreuses firmes chinoises les utilisent afin d'effectuer leurs IDE en ALC en passant par des plates-formes financières, comme Hong Kong ou Macao, et par des paradis fiscaux, comme les Îles Caïmans ou les Îles Vierges britanniques (Figure 14).

Figure 14 : Flux d'IDE chinois en Amérique latine et Caraïbes, par principales destinations entre 2003 et 2013 (structure par pourcentage)

14.1. Bureau national des statistiques de Chine (2010-2013)



14.2. CEPAL (2010-2013)



Source : D'après Dussel Peters, Ortiz Velásquez et les données du BNS<sup>208</sup>.

Source : D'après Dussel Peters, Ortiz Velásquez et les données de la CEPAL<sup>209</sup>.

Comme le montrent les données de la CEPAL concernant la composition des IDE chinois en ALC, la région demeure surtout pour le pays asiatique une source d'approvisionnement en matières premières. De cette façon, alors les ressources naturelles ne représentaient entre 2010 et 2013 que 25% du total des IDE reçus par l'ALC depuis le reste du monde, 90% des investissements chinois estimés par l'organisation durant cette même période étaient destinés à ce secteur<sup>210</sup>. Toutefois, lorsque l'on distingue les projets d'investissements de création des transactions de type fusions et acquisitions, ces dernières se sont dirigées pour 97% vers les secteurs énergétiques et miniers alors que les premiers concernaient pour 53% les activités manufacturières et ensuite les activités minières (Figures 15 et 16). Il semble donc que les deux principaux déterminants des IDE chinois en ALC

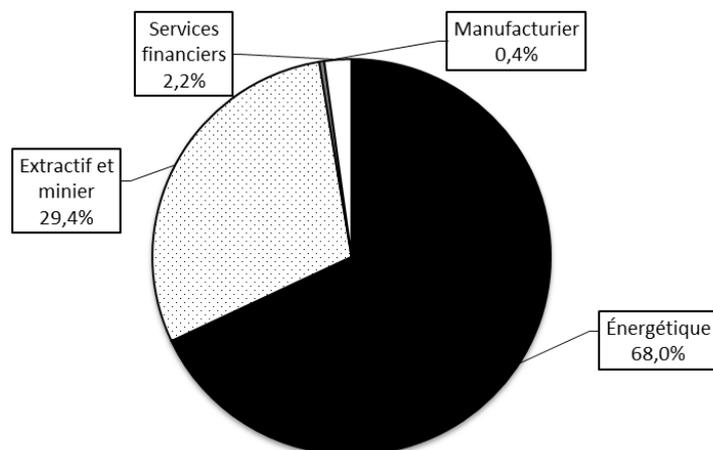
<sup>208</sup> Bureau national des statistiques (BNS) de Chine. « China Statistical Yearbook » Beijing: China Statistics Press, 2014.

<sup>209</sup> NU. CEPAL. *op. cit.*

<sup>210</sup> NU. CEPAL. *ibid.*

soient, d'un côté, la recherche de ressources pour les fusions et acquisitions et, de l'autre, la recherche de nouveaux marchés pour les investissements de création<sup>211</sup>.

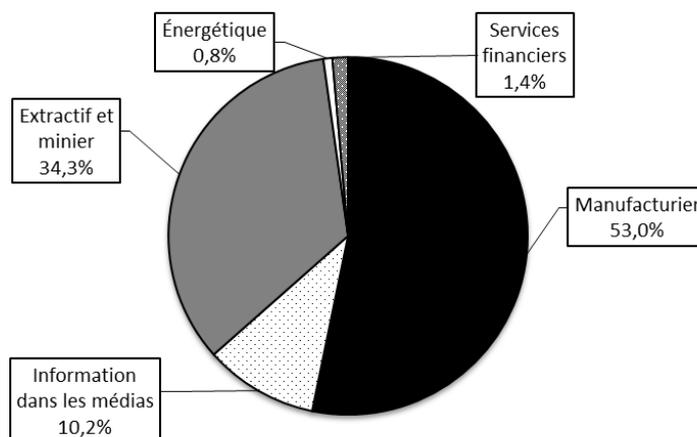
Figure 15. ALC : IDE chinois de type fusions et acquisitions, par sous-secteurs de destination entre 2005 et 2014 (en pourcentage)



ALC comprend : Argentine, Brésil, Chili, Colombie, Équateur, Mexique, Pérou et Venezuela.

Source : D'après Dussel Peters, Ortiz Velásquez et les données de Thomson-Reuters.

Figure 16. ALC : IDE chinois de type investissements de création, par sous-secteurs de destination (2005-2014) (en pourcentage)



ALC comprend : Argentine, Brésil, Chili, Colombie, Équateur, Mexique, Pérou et Venezuela.

Source : D'après Dussel Peters, Ortiz Velásquez et les données de fDi Markets.

<sup>211</sup> DUSSEL PETERS, Enrique, et Samuel ORTIZ VELASQUEZ, *op. cit.* 2016.

### ***Section 2.4.2. Distribution sectorielle et géographique des IDES chinois en ALC***

Vis-à-vis des orientations stratégiques des IDES chinois en ALC, Ellis considère que « la vague d'acquisitions par des firmes chinoises dans les secteurs pétroliers et miniers reflète la recherche de sources sûres d'approvisionnement à des prix raisonnables et prévisibles, en s'appropriant les ressources mêmes, ou bien l'infrastructure nécessaire à leur extraction. »<sup>212</sup>. C'est pourquoi, selon l'auteur, ces opérations ne représentent que les prémisses de l'implantation des entreprises chinoises dans la région. En effet, une fois les droits d'exploitation acquis par des firmes comme China Minmetals, CHINALCO ou Tongling, ces dernières devront développer leurs actifs en coopération avec leurs sous-traitants afin d'assurer le support matériel de leurs activités (importation des intrants et exportation des matériaux extraits). Cela pourrait donner lieu, comme en Afrique, à des accords de concession avec les gouvernements latino-américains afin que d'autres firmes chinoises réalisent des investissements complémentaires en infrastructure, notamment dans le domaine de l'énergie ou des transports (centrales électriques, réseaux de distribution, routes, voies ferrées, amélioration des ports).

Dans le domaine de l'extraction du pétrole et du gaz, l'Argentine, le Brésil, la Colombie, l'Équateur, le Pérou et le Venezuela ont été les principaux pays visés par les investisseurs chinois. La CEPAL mentionne à ce sujet quatre grands groupes pétroliers publics en provenance de Chine qui jouent un rôle de premier plan en ALC : CNPC, Sinopec, CNOOC et Sinochem<sup>213</sup>. Le fer de lance de ce mouvement fut la CNPC, qui favorisa comme mode d'entrée sur le marché régional les accords de concession avec les gouvernements ainsi que les coentreprises avec les compagnies pétrolières publiques latino-américaines. De même, Ellis souligne que les secteurs pétroliers des régimes hostiles aux États-Unis comme le Venezuela et l'Équateur ont été les cibles privilégiées des grandes compagnies chinoises profitant de l'exclusion des investisseurs occidentaux pour exploiter les ressources naturelles de ces pays<sup>214</sup>. Cependant, les compagnies pétrolières chinoises se sont aussi rapprochées des

---

<sup>212</sup> ELLIS, Robert Evan. *op. cit.* 2014. p. 16.

<sup>213</sup> NU. CEPAL. *op. cit.*

<sup>214</sup> ELLIS, Robert Evan. *op. cit.* 2014.

Morgan Muffat-Jeandet – « Essai sur l'intensification des relations économiques entre la Chine et l'Amérique latine et les Caraïbes. Internationalisation des firmes chinoises et investissements directs au Mexique » -

acteurs privés à partir de 2010 à travers des rachats d'actifs ou bien des créations de coentreprises.

Alors que les compagnies pétrolières chinoises sont présentes dans presque tous les pays producteurs de pétrole et de gaz en ALC, les investissements sont beaucoup plus concentrés dans le secteur minier, principalement au Pérou et dans une moindre mesure au Brésil. La plupart des entreprises chinoises sont arrivées au Pérou après 2007 et exploitent les mines par leurs propres moyens ou coopèrent avec d'autres entreprises originaires du pays asiatique. En revanche, au Brésil, celles-ci ont plutôt eu tendance à prendre des participations minoritaires dans des opérations menées par des entreprises locales<sup>215</sup>. De cette manière, les recherches de Gonzalez-Vicente suggèrent que, contrairement au secteur pétrolier, les IDE chinois dans le secteur minier en ALC et dans le reste du monde se dirigent en priorité vers des économies dites libérales où le marché joue un rôle prépondérant<sup>216</sup>. En particulier, dans le cas du Pérou, l'auteur adopte une perspective micro-économique afin d'expliquer la recherche de ressources par les compagnies minières chinoises, lesquelles ajusteraient leurs stratégies d'expansion à l'étranger en fonction de leurs avantages comparatifs dans l'accès au marché domestique de la Chine, et du soutien institutionnel qui leur est apporté par les autorités de leur pays dans le cadre de la politique du « *Going Global* »<sup>217</sup>.

Les investissements les plus importants dans les infrastructures en ALC ont eu lieu au Brésil et au Pérou. Ainsi, le rachat d'actifs d'entreprises espagnoles au Brésil par la firme de transmission électrique Stategrid en 2010 représentait jusqu'en 2015 l'opération ayant

---

<sup>215</sup> NU. CEPAL. *op. cit.*

<sup>216</sup> GONZALEZ-VICENTE, Ruben. *op. cit.*

<sup>217</sup> Afin de faire face à la demande domestique chinoise, les compagnies minières chinoises analysées par Gonzalez-Vicente déploient leur stratégie d'expansion à l'étranger à travers l'intégration verticale et les réseaux de distribution. Selon l'auteur, trois facteurs déterminent l'intégration des projets miniers au Pérou dans le cadre de stratégies commerciales plus larges : « Premièrement, le régime de gouvernance libéral du Pérou facilite les investissements à bas coût dans ce pays riche en ressources, et n'impose pas de transformer les minerais sur place (...). Deuxièmement, la stratégie de la Chine du *Going Global* encourage une relation étroite entre les banques de développement et les grandes compagnies minières chinoises ce qui garantit l'accès à des prêts souples permettant de fluidifier le processus d'investissement. Troisièmement, les compagnies élaborent leurs stratégies commerciales autour du marché chinois, cherchant d'une part à capitaliser leur avantage dans les réseaux de distribution en Chine, ou visant d'autre part à fournir en minerais leurs principales filières métallurgiques. ». GONZALEZ-VICENTE, Ruben. *id.* p. 56.

mobilisé le plus de ressources<sup>218</sup>. Cependant, les contrats passés pour la construction d'infrastructures avec le support financier des banques étatiques ne sont pas comptabilisés comme IDE alors qu'ils constituent un outil privilégié par de nombreuses entreprises chinoises<sup>219</sup>. Le prêt de 2,1 milliards USD par la Banque de développement de Chine à l'Argentine afin de développer son réseau ferré pour les activités agricoles constitue un des exemples les plus cités dans le domaine. De même, le développement d'un réseau ferré long de 3500 kilomètres afin de connecter les deux façades océaniques de l'Amérique du Sud, projet connu sous le nom de *Pacific Ocean initiative*, est toujours en discussion.

Les IDE chinois dans le domaine des télécommunications en ALC ont commencé à partir du début des années 2000 en s'insérant de manière progressive au sein des marchés locaux<sup>220</sup>. L'OCDE cite les exemples de Huawei et ZTE, deux firmes qui représentent la majeure partie des investissements dans ce secteur. En particulier, Huawei, présent dans 14 pays, est devenu un acteur incontournable des infrastructures de télécommunications dans la région, notamment en Amérique centrale où l'entreprise détient une part de marché considérable pour les activités de commercialisation et d'assistance technique<sup>221</sup>. Les firmes chinoises des télécommunications ont d'abord visé les principaux marchés en ALC au Mexique, au Brésil et en Argentine puis se sont implantées dans d'autres pays comme le Venezuela, l'Équateur, la Bolivie, le Nicaragua et Cuba. Leur gamme de services s'étend des téléphones mobiles aux modems jusqu'à la mise en place de réseaux plus complexes pour de grands fournisseurs de télécommunications.

Dans le secteur agricole, les IDE chinois demeurent limités même si ils montrent une tendance croissante<sup>222</sup>. La CEPAL cite deux cas intéressants : Chongqing Grain Group (CGG) qui investit dans l'État de Bahia, au Brésil, pour mettre en place un centre de transformation du soja et l'entreprise COFCO<sup>223</sup> qui acheta six exploitations et caves du vignoble Bisquertt

---

<sup>218</sup> NU. CEPAL. *op. cit.*

<sup>219</sup> OCDE. « Latin American Economic Outlook 2016. Towards a New Partnership with China. » Paris: Organisation de coopération et de développement économiques, décembre 2015.

<sup>220</sup> OCDE. *ibid.*

<sup>221</sup> ELLIS, Robert Evan. *op. cit.* 2014. In OCDE. *ibid.*

<sup>222</sup> NU. CEPAL. *op. cit.*

<sup>223</sup> COFCO ou *China National Cereals, Oils and Foodstuffs Corporation* est un conglomérat public chinois, principalement présent dans l'agro-alimentaire. De 1952 à 1987 COFCO était le seul *Morgan Muffat-Jeandet* – « Essai sur l'intensification des relations économiques entre la Chine et l'Amérique latine et les Caraïbes. Internationalisation des firmes chinoises et investissements directs au Mexique » -

pour vendre du vin chilien sur le marché chinois. Cette dynamique devrait se renforcer dans les années à venir selon l'organisation internationale car l'ALC présente de nombreux avantages afin d'assurer l'approvisionnement du marché chinois<sup>224</sup>.

Le renforcement de la présence chinoise dans le secteur agricole latino-américain a souvent été présenté dans les médias et la littérature académique comme une menace d'accaparement des terres, en écho aux investissements réalisés par la Chine en Afrique dans le même domaine. Toutefois, Myers et Jie soulignent que l'étendue des terres achetées ou louées par la Chine en ALC demeure bien moins importante que la crainte qu'elle suscite. De plus, même si ces opérations sont souvent menées par des entreprises publiques comme la COFCO<sup>225</sup>, elles ne peuvent pas être considérées comme des « accaparements de terres » car elles ne concernent pas toujours directement la sécurité alimentaire du pays asiatique<sup>226</sup>. En effet, sur le plan stratégique, comme nous l'avons observé précédemment dans le secteur extractif, « les IDES agricoles chinois ne se concentrent pas sur l'entretien de cultures à l'étranger, mais sur des investissements tout au long de la chaîne d'approvisionnement de l'industrie afin de contrôler à la fois les fournisseurs et la fixation des prix. »<sup>227</sup>.

Concernant le secteur manufacturier, les IDE chinois ont augmenté de manière significative à partir de 2010 mais la plupart des projets sont demeurés des annonces sans lendemain<sup>228</sup>. Ces investissements ont été déterminés en priorité par la recherche de nouveaux marchés, principalement au Brésil. En outre, la CEPAL indique que « Les entreprises chinoises ont l'habitude d'ouvrir un site de production après avoir importé leurs produits

---

importateur et exportateur de denrées alimentaires de Chine. En février 2014, COFCO forma une joint-venture avec Nidera, une maison de commerce néerlandaise, afin d'accéder aux denrées alimentaires sud-américaines pour une transaction de 4 milliards de dollars, dette incluse. « COFCO. » Wikipédia, 8 janvier 2018. <https://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=COFCO&oldid=144273985>.

<sup>224</sup> Les pays situés dans l'hémisphère sud comme le Chili sont en situation de contre-saison par rapport à la Chine, ce qui leur permettrait de se positionner comme une source alternative d'approvisionnement en fruits de printemps notamment, lorsque l'Europe rentre dans l'hiver. MUFFAT-JEANDET Morgan, *op. cit.* 2012.

<sup>225</sup> L'OCDE remarque les entreprises chinoises impliquées dans l'achat/location de terres en Amérique latine sont à la fois des entités de petite taille et privées (Pengxin et Zhejiang Fudi) ou bien de grande taille et publiques (COFCO, China Investment Corp). OCDE, *op. cit.*

<sup>226</sup> MYERS, Margaret, et Guo JIE. *op. cit.*

<sup>227</sup> MYERS, M., et G. JIE. *ibid.* p. 1.

<sup>228</sup> NU. CEPAL. *op. cit.*

Morgan Muffat-Jeandet – « Essai sur l'intensification des relations économiques entre la Chine et l'Amérique latine et les Caraïbes. Internationalisation des firmes chinoises et investissements directs au Mexique » -

Thèse Université Sorbonne Paris Cité – 2019

depuis la Chine durant de nombreuses années, et elles le font soit pour gagner en proximité et connaissance du marché local ou bien pour contourner des restrictions à l'importation. »<sup>229</sup>. Comme nous le verrons dans la prochaine partie, certaines firmes chinoises se sont aussi implantées au Mexique, considéré comme une plate-forme d'exportation vers le marché nord-américain, en particulier les États-Unis. De cette façon, l'achat d'entreprises américaines possédant préalablement des actifs au sud du Rio Grande a constitué la modalité principale d'entrée de grands groupes comme Lenovo dans l'électronique et Nexteer pour les pièces automobiles.

---

<sup>229</sup> NU. CEPAL. *ibid.* p. 65.

## CONCLUSION

Pour répondre à la question principale de cette partie, il semble bien que les finalités des IDES chinois en ALC soient très similaires à celles que les investisseurs en provenance du Japon, des États-Unis ou du Royaume-Uni ont favorisé par le passé. Effectivement, les deux principaux déterminants de l'expansion des entreprises chinoises dans les pays latino-américains ont été jusqu'à présent les mêmes que ceux qui prévalent pour ce processus dans le reste du monde, à savoir l'accès aux ressources et la recherche de nouveaux marchés. La différence majeure visible sur le plan statistique entre l'engagement de la Chine et celui des pays développés réside dans la propriété des entreprises concernées, pour la plupart publiques dans le cas chinois.

Nous avons rappelé dans un premier chapitre que l'internationalisation des entreprises chinoises est cohérente au niveau macro-économique avec le sentier du développement de l'investissement formalisé par Dunning. En effet, la montée des IDE en provenance de Chine est clairement corrélée à certaines variables comme l'augmentation des excédents commerciaux du pays asiatique et la croissance exceptionnelle de son PIB depuis le début des années 1990. Néanmoins, l'État a joué un rôle crucial dans le développement des politiques de soutien, la formation des institutions et l'articulation des processus d'apprentissage pour l'internationalisation des firmes chinoises. De cette façon, l'augmentation des flux d'IDES correspond également aux différentes phases de la réforme économique et de l'ouverture de la Chine à travers les choix politiques et les incitations du gouvernement central. Cette évolution fut marquée par le relâchement graduel des contraintes réglementaires, un mouvement remis en cause à la fin des années 1990 par la crise financière asiatique, mais réaffirmé au début des années 2000 avec l'entrée de la Chine à l'OMC.

La publication par la NRDC de la stratégie du *Going Global* en 2001 dans le cadre du dixième plan quinquennal représenta le point d'orgue de cette politique avec la clarification de deux objectifs fondamentaux : faciliter les IDES chinois dans le but de renforcer la compétitivité internationale des firmes chinoises, et utiliser ces derniers pour le développement général de la Chine. Toutefois, la priorité était alors d'encourager l'expansion à l'étranger des grands groupes publics afin d'alimenter en matières premières la croissance du PIB chinois. La NRDC nuança ensuite son approche à l'occasion du douzième plan

quinquennal en 2011 en favorisant également l'internationalisation des entreprises privées compétentes, particulièrement les PME. En effet, le développement de celles-ci était affecté par la complexité de l'administration bureaucratique en charge des IDES chinois, laquelle implique une pléthore d'acteurs dans la prise de décision, la régulation et la supervision de ces activités à l'étranger. La politique du gouvernement se décline en outre à travers des services d'information, d'assurance, de soutien financier et fiscal, des liens avec des programmes d'aide au développement ainsi que des accords d'investissements internationaux. Néanmoins, le contexte institutionnel chinois pour la promotion des IDE se différencie de celui d'autres pays car tous ces instruments sont orientés vers les industries et activités qui ont été désignées comme prioritaires par le plan de développement national.

Si la Chine a prudemment planifié l'ouverture de son économie depuis la première vague de réforme dans les années 1980, elle a néanmoins grandement profité de la libéralisation des flux financiers comme les pays développés à partir des années 1990. Ainsi, le développement des IDES chinois n'a pas été exempt de la création d'EVS dans les destinations des Caraïbes privilégiées par les FMN occidentales comme les Îles Caïmans ou les Îles Vierges britanniques. Ces stratégies d'évasion fiscale ont de profondes implications méthodologiques car les pays où se trouvent les entités enregistrent des montants surévalués de l'IDE en raison des fonds qui ne font que passer provisoirement par leurs économies. C'est pourquoi nous avons abordé dans un second chapitre les différences entre les deux principales approches méthodologiques afin de mesurer l'IDE en flux et en stocks d'entrées et de sorties : l'approche actifs-passifs (pour l'IDE agrégé) et l'approche directionnelle (pour l'IDE désagrégé). Ainsi, l'utilisation du principe actif/passif s'avère appropriée pour l'analyse macro-économique mais ce dernier demeure insuffisant afin d'étudier la nature de l'IDE. En revanche, l'approche directionnelle offre une mesure plus précise de ce phénomène car, en séparant l'activités des EVS résidentes, elle présente les flux et les positions de l'investissement direct d'après la direction de l'investissement dans l'économie déclarante.

Il est donc nécessaire d'utiliser des sources de données alternatives puisque, jusqu'à présent, aucun pays n'a élaboré de statistiques complémentaires sur l'IDE en suivant le principe directionnel et les dernières recommandations de l'OCDE. Nous avons notamment relevé à travers le coefficient IDES/IDE de la Chine entre 2005 et 2015 des proportions en moyenne moitié moins élevées pour l'OCDE comparée aux données de la CNUCED. Les

données annuelles des IDE sont aussi présentées à l'échelle internationale par diverses institutions comme la CEPAL, le FMI ou la BID. À l'échelle nationale, ce sont la Banque du Mexique et le Ministère de l'économie qui présentent des statistiques agrégées et désagrégées du côté mexicain, et, du côté chinois, le *National Bureau of Statistics of China* qui reprend les données publiées par le MOFCOM. En outre, les fournisseurs privés de données offrent des informations sur l'IDE au niveau micro-économique comme *Thomson-Reuters*, *Dea/Logic* et *Bloomberg* concernant les transactions de type F&A ainsi que *fDi Markets* pour les projets *greenfield* et les augmentations de capital.

Dans cette optique, l'analyse des flux et stocks d'IDEE en Chine montre que ces derniers ont été cruciaux dans la dynamique de croissance enclenchée après la période de réformes des années 1980 et l'insertion du pays au sein des chaînes de production régionales. Ainsi, la Chine est devenue depuis 1993 le principal récepteur d'IDE des PVD mais l'importance de ces flux a diminué sensiblement dès la deuxième moitié des années 1990, traduisant un recentrage domestique de l'augmentation de la production. Au niveau sectoriel, nous avons noté dans les dernières années un recul des IDEE dans le domaine manufacturier en faveur des services, ce qui marque un bouleversement des avantages comparatifs de la Chine ainsi qu'une montée en gamme de sa production industrielle. Les flux et stocks d'IDES ont véritablement augmenté dans la deuxième moitié des années 2000 avec la flambée des prix des importations de matières premières qui poussa les entreprises étatiques à chercher des partenariats à l'étranger. De plus, la crise financière internationale de 2007-2008 provoqua une chute des flux d'IDE dans le monde et une progression parallèle de la part de la Chine dans ces échanges. Malgré la médiatisation octroyée aux opérations de F&A réalisées par les entreprises chinoises dans les pays développés, et la progression constante de ce type de transactions depuis une quinzaine d'années, les investissements de création demeurent majoritaires dans le total de leurs IDES.

En prenant en compte les limites méthodologiques liées aux données statistiques publiées par les autorités chinoises, nous nous sommes ensuite intéressés à la distribution sectorielle et géographique des IDES en provenance de leur pays. Ainsi, les principaux motifs de l'internationalisation des firmes chinoises, la diversification des débouchés commerciaux et la sécurité des approvisionnements en matières premières, étaient déjà présents dans leurs projets dès la deuxième moitié des années 1980 pour le premier puis au cours des années 1990

pour le second. Toutefois, la recherche de nouveaux marchés en Afrique et en ALC illustra une augmentation sans précédent des IDES en provenance de Chine suite à son entrée à l'OMC en 2001. Ensuite, la recherche de ressources naturelles porta les firmes chinoises sur les quatre continents à partir de la deuxième moitié des années 2000. De plus, l'acquisition d'actifs stratégiques devint durant la dernière décennie un déterminant fondamental de l'expansion à l'étranger des entreprises chinoises, en raison de la montée en gamme du secteur industriel chinois vers des produits à plus forte valeur ajoutée. Enfin, même si la recherche d'efficience ne constitua pas historiquement un facteur clé des IDES chinois, son importance s'est accrue récemment à cause de l'augmentation des salaires, laquelle provoqua une vague de délocalisations d'activités intensives en main d'œuvre vers des pays voisins ou même jusqu'au Mexique.

Finalement, nous avons abordé dans un dernier chapitre l'évolution des flux et stocks des IDES en provenance de Chine en ALC, lesquels sont demeurés peu significatifs jusqu'en 2010 avec des acquisitions de grande ampleur dans le secteur pétrolier, poursuivies en 2014 dans le secteur minier. La faible présence des firmes chinoises dans la région peut s'expliquer au niveau micro par l'interface commerciale des échanges entre la Chine et la région durant la première décennie des années 2000, laquelle fut marquée par des importations de produits chinois impliquant de nombreux intermédiaires occidentaux et des exportations latino-américaines réalisées en majorité sur les marchés internationaux. La dynamique initiée entre 2010 et 2011 s'est néanmoins prolongée dans le domaine de la construction, même si bon nombre de projets n'étaient pas considérés comme des IDE, ainsi que dans les secteurs des matières premières et de l'industrie. Les données disponibles sur ces flux du côté chinois montrent la place disproportionnée occupée par les Îles Vierges et Caïmans en tant que principales destinations des IDE en ALC entre 2003 et 2013, confirmant les biais méthodologiques évoqués précédemment. Cependant, l'utilisation de sources internationales comme la CEPAL pour la même période confirme un tropisme sud-américain avec une concentration de plus de la moitié des flux au Brésil ainsi qu'en Argentine et au Pérou dans une moindre mesure.

La distribution sectorielle des IDE chinois en ALC entre 2005 et 2014 illustre également une différence déterminante entre les fusions et acquisitions, orientées presque en totalité dans les domaines énergétique et minier, et les investissements de création, destinés

pour plus de la moitié aux activités manufacturières. De cette façon, les recherches menées au niveau micro-économique par Gonzalez-Vicente montrent que, contrairement au secteur pétrolier où les régimes hostiles aux États-Unis comme le Venezuela et l'Équateur ont constitué des cibles privilégiées, les IDE chinois dans le secteur minier en ALC se dirigent en priorité vers des économies dites libérales, comme le Pérou, où le marché joue un rôle prépondérant. Quant aux acteurs impliqués, il convient de noter que la sécurité des approvisionnements en ressources naturelles est assurée principalement par des groupes publics alors que la diversification des débouchés dans le secteur secondaire est plutôt portée par des entreprises privées. Par exemple, les firmes chinoises de télécommunications comme Huawei et ZTE ont réalisé une véritable percée dans la région en visant d'abord les principaux marchés au Mexique, au Brésil et en Argentine puis en s'implantant dans d'autres pays comme le Venezuela, l'Équateur, la Bolivie, le Nicaragua et Cuba. Dans le secteur agricole, malgré la menace d'accaparement des terres associée au renforcement de la présence chinoise en ALC et en Afrique, les IDE menés par des groupes publics comme la COFCO représentent en réalité des investissements tout au long de la chaîne d'approvisionnement de l'industrie, afin de contrôler à la fois les fournisseurs et la fixation des prix. Enfin, les opérations des firmes chinoises dans le secteur manufacturier en ALC se sont amplifiées à partir de 2010 mais la plupart des projets sont demeurés des annonces sans lendemain. Au-delà des motifs traditionnels des IDE dans ce domaine porteur de nouveaux débouchés sur les marchés locaux, le Mexique représente, comme nous le verrons dans la troisième partie, une exception en raison de sa situation géographique qui lui permet de proposer une plate-forme d'exportation vers l'Amérique du Nord.